

L'EXPLOITATION DU GISEMENT ZINC-PLOMB
DE BEJAÏA LANCÉE

Une nouvelle étape pour l'économie nationale

Sous instruction du Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé hier dans la wilaya de Béjaïa, la cérémonie de lancement des travaux du projet d'exploitation et de valorisation de la mine de zinc et de plomb, située entre les communes d'Amizour et de Tala Hamza. P 3



LUTTE ANTIACRIDIEENNE
**Alerte renforcée dans
les wilayas du Sud**

Face à la menace que représente le criquet pèlerin pour l'agriculture, les autorités ont décidé de renforcer les dispositifs de surveillance et d'intervention dans les wilayas du Sud. Cette mobilisation s'inscrit dans le cadre des instructions du Président de la République, données lors du Conseil des ministres du 8 mars 2026, visant à protéger les cultures et à garantir la sécurité alimentaire nationale.

P 2

RÉORGANISATION DU
MARCHÉ NATIONAL
**Vers un système de
distribution
modernisé**

La réforme du marché national de distribution entre dans une phase décisive. Entre modernisation des marchés de gros, relance des marchés de proximité et constitution de stocks stratégiques, les autorités affichent une volonté claire de structurer durablement l'approvisionnement et de stabiliser les prix. Une transformation d'ampleur, portée par le ministère du Commerce intérieur, qui vise à corriger les déséquilibres structurels et à mieux encadrer les circuits de distribution.

P 5

VALORISATION DE LA
SAUMURE DES STATIONS
DE DESSALEMENT
**Un projet d'étude
lancé par le ministère
de l'Environnement**

À la veille de la Journée mondiale du recyclage, coïncidant le 18 mars de chaque année, le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la Vie a lancé un projet ambitieux visant à valoriser la saumure issue des stations de dessalement d'eau de mer. Ce projet, développé en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et l'Entreprise algérienne de dessalement des eaux, s'inscrit dans une approche scientifique et de recherche pour tirer le meilleur parti de ce sous-produit industriel.

P 5

COMMERCE EXTÉRIEUR
**Vers l'élaboration
d'une carte numérique pour
les produits et services
algériens** P 2

GUERRE AU MOYEN-ORIENT
**Les exportations algériennes
de GNL bondissent de 74 %** P 3

SALON INTERNATIONAL
DES FRUITS ET LÉGUMES
**L'Algérie participe
au MACFRUT 2026 en Italie
en avril prochain** P 5

COMMERCE EXTÉRIEUR
**Vers l'élaboration
d'une carte numérique
pour les produits et
services algériens**

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, le professeur Kamel Rezig, a présidé hier, au siège du ministère, une réunion de coordination rassemblant les secrétaires généraux et les représentants des différents secteurs ministériels, en présence des cadres du ministère. Cette rencontre était consacrée au renforcement de la coordination dans le domaine du commerce extérieur, précise le ministère dans un communiqué. Lors de cette réunion, l'accent a été mis sur l'importance de créer une carte numérique nationale exhaustive, incluant la liste de tous les services et produits manufacturés en Algérie. Cette initiative permettra de disposer d'une base de données précise et actualisée, facilitant l'orientation de l'offre nationale vers les marchés étrangers et sa valorisation optimale. Il a également été souligné la nécessité pour les différents secteurs de définir leurs besoins en biens et services.

Z R.

ORAN
**Des sessions de
formation pour quatre
spécialités agricoles**

La Chambre de l'agriculture de la wilaya d'Oran a élaboré, au titre de l'année en cours, des programmes de formation dans plusieurs spécialités agricoles au profit des agriculteurs, de leurs enfants, ainsi que des porteurs de projets dans le secteur agricole, a-t-on appris, mardi, auprès de cette instance sise dans la commune de Misserghine. Dans ce cadre, des sessions de formation ont été programmées dans quatre spécialités principales, à savoir l'apiculture, l'élevage de vaches laitières, l'élevage de petits ruminants, ainsi que l'arboriculture fruitière et l'aviculture, dans le but de renforcer les capacités des agriculteurs et de leurs enfants et de former les jeunes souhaitant créer des micro-entreprises dans ces domaines, a indiqué à l'APS le secrétaire général de la Chambre, Mimoun Fatemi. Ces formations, dont le lancement est prévu après le mois de Ramadhan, visent à développer les compétences des stagiaires, en leur permettant d'acquérir de nouvelles connaissances favorisant l'exercice de ces activités et l'amélioration de la production, tant en quantité qu'en qualité.

Le même responsable a souligné que ces sessions ont été mises en place en réponse aux demandes des agriculteurs et des porteurs de projets. Par ailleurs, 241 agriculteurs, fils d'agriculteurs et porteurs de projets, dont 17 femmes, ont bénéficié, l'année dernière, de formations dans les spécialités d'apiculture, d'élevage bovin, de petits ruminants, d'aviculture, ainsi que de culture des champignons, selon la même source. Les bénéficiaires ont suivi une formation théorique et pratique, à raison d'une séance hebdomadaire pendant un mois, au niveau de la Chambre de l'agriculture d'Oran, sous l'encadrement d'enseignants spécialisés, a-t-on indiqué.

APS

LUTTE ANTIACRIDIDIENNE

Alerte renforcée dans les wilayas du Sud

Face à la menace que représente le criquet pèlerin pour l'agriculture, les autorités ont décidé de renforcer les dispositifs de surveillance et d'intervention dans les wilayas du Sud. Cette mobilisation s'inscrit dans le cadre des instructions du Président de la République, données lors du Conseil des ministres du 8 mars 2026, visant à protéger les cultures et à garantir la sécurité alimentaire nationale.

Synthèse Z R.

Selon un communiqué publié, hier, par le ministère de l'Intérieur, des réunions de coordination ont été organisées au niveau des commissions de wilaya concernées. Ces réunions ont été accompagnées de visites de terrain, permettant d'évaluer la disponibilité des stocks de pesticides, l'état des équipements et des véhicules d'intervention, ainsi que la préparation des équipes techniques pour une intervention rapide en cas d'apparition d'essaims. Les walis ont insisté sur l'importance de la veille permanente dans les zones sensibles, en particulier dans les wilayas frontalières du Sud, comme Adrar, Tamanrasset, Illizi et Ouargla. Les équipes de surveillance sont chargées de détecter tout mouvement suspect d'essaims et de déclencher immédiatement les interventions.

La même source a précisé que des plans d'action détaillés ont été élaborés, comprenant notamment la mobilisation d'unités mobiles de traitement pouvant intervenir sur de grandes surfaces agricoles, l'utilisation de drones et de véhicules spécialisés pour surveiller les zones isolées, la formation continue des équipes techniques pour appliquer les méthodes de lutte biologique et chimique, et l'organisation de cellules de communication et d'alerte pour informer rapidement les agriculteurs et les collectivités locales. Les walis ont souligné que la réussite de ces opérations dépend de la coordination entre les différents secteurs : agriculture, intérieur, environnement, transport et collectivités locales. Dans ce cadre, il est à rappeler que le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a réitéré l'importance de la mobilisation maximale de tous les acteurs concernés, en insistant sur la nécessité d'anticiper les risques et de renforcer la réactivité des services sur le

terrain. Lors d'une réunion interministérielle, le Premier ministre a insisté sur le renforcement de la coordination entre les wilayas et les ministères sectoriels, l'optimisation de la disponibilité et l'utilisation des stocks de produits phytosanitaires et garantir la protection des cultures et la sécurité alimentaire, tout en respectant l'équilibre écologique. Le ministère de l'Intérieur rappelle que la lutte contre le criquet pèlerin reste un enjeu prioritaire pour le pays. La mobilisation collective de tous les acteurs – services techniques, autorités locales et agriculteurs – est essentielle pour garantir la protection des cultures et la continuité de la production agricole. Les autorités appellent également à la vigilance citoyenne, invitant les habitants des zones concernées à signaler immédiatement tout essaim observé afin de déclencher les interventions dans les meilleurs délais.

LE MINISTRE REZIG REÇOIT UNE DÉLÉGATION DE FNHT
Les exportations de services touristiques à l'ordre du jour

Une délégation de la Fédération nationale de l'hôtellerie et du tourisme chez examens des moyens de renforcer la contribution du secteur de l'hôtellerie et des services touristiques à l'exportation des prestations. Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a reçu, hier lundi à Alger, une délégation de la Fédération nationale de l'hôtellerie et du tourisme, conduite par son président, Abdelouahab Boulefkhad, afin d'examiner les moyens de renforcer la contribution du sec-

teur de l'hôtellerie et des services touristiques à l'exportation des prestations, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, tenue au siège du ministère, en présence de membres de la fédération, a été l'occasion d'échanger sur les moyens de renforcer la contribution du secteur de l'hôtellerie et des services touristiques à l'ouverture de nouvelles perspectives pour l'exportation des prestations, à la lumière de l'intérêt croissant pour la destination Algérie aux niveaux régional et international, précise la même source.

La réunion a également permis d'écouter les préoccupations et propositions des professionnels du secteur, notamment celles relatives aux mécanismes d'accompagnement des opérateurs dans ce domaine, afin de relever le niveau de compétitivité des établissements hôteliers algériens. Dans ce cadre, le ministre a exprimé la volonté de son secteur de poursuivre la coordination et la concertation avec les différents acteurs et professionnels et d'encourager les initiatives à même de soutenir l'exportation des presta-

tions, dans le cadre des orientations nationales visant à diversifier l'économie nationale, ajoute le communiqué. Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a précisé, dans son communiqué, que cette rencontre s'inscrit dans une démarche visant à associer les différents acteurs économiques et les représentants des organisations professionnelles et à accompagner les opérateurs économiques dans leurs efforts en vue de développer les activités liées au secteur.

ENTREPRISE PORTUAIRE D'ANNABA- CENTRE DE RECHERCHE EN ENVIRONNEMENT

Signature d'une convention d'entente

Une convention d'entente a été signée lundi à entre l'entreprise portuaire d'Annaba et le Centre de recherche en environnement (CRE) de cette wilaya, a-t-on indiqué dans un communiqué de l'entreprise portuaire. Selon le communiqué, la convention a été paraphée par le directeur général de l'entreprise portuaire, Ali Boulares, et la directrice du Centre de recherche en environnement, Zihad Bouslama, en présence de cadres et chercheurs des deux établissements. L'objectif de la convention est "le lancement du projet d'électrification des quais du port d'Annaba par une technologie in-

novante développée par des chercheurs du CRE pour permettre aux navires en rade de s'alimenter en énergie électrique directement des quais grâce à cette technologie de sorte à arrêter leurs moteurs thermiques pendant la période d'accostage", selon le communiqué. Le projet s'inscrit, selon le même document, dans le cadre de la politique de transition énergétique engagée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et de la mise en œuvre des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, relatives à l'alimentation des navires en énergie électrique au niveau des quais en vue d'améliorer

l'efficacité énergétique des ports nationaux et réduire les émanations polluantes. Selon encore le communiqué, "le projet rentre dans le cadre des efforts de réduction de la pollution sonore et des émanations des gaz polluants, notamment le dioxyde de carbone émis par les navires à l'intérieur des bassins portuaires". Le même projet, a ajouté le communiqué, s'inscrit également dans le cadre des efforts de développement des infrastructures de base stratégiques du pays et leur consolidation par les technologies modernes adoptées à l'échelle mondiale outre le soutien du processus de transition énergétique vers les énergies propres et renouvelables.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

L'EXPLOITATION DU GISEMENT ZINC-PLOMB DE BEJAÏA LANCÉE

Une nouvelle étape pour l'économie nationale

Sous instruction du Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé ce mardi dans la wilaya de Béjaïa, la cérémonie de lancement des travaux du projet d'exploitation et de valorisation de la mine de zinc et de plomb, située entre les communes d'Amizour et de Tala Hamza.

Par Selma R.

Le Premier ministre a officiellement lancé la phase d'exploitation de ce gisement stratégique, marquant une avancée majeure dans la concrétisation de l'un des projets miniers les plus importants du pays, appelé à renforcer la position de l'Algérie sur le marché international des métaux. À son arrivée dans la wilaya, il a été accompagné d'une importante délégation ministérielle et en présence du wali et des autorités locales. Lors du lancement des travaux d'aménagement de l'entrée de la mine, qui s'étend sur une superficie de 234 hectares, Sifi Ghrieb a prononcé une allocution : « Le président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, a tenu sa promesse de lancer le projet avant la fin du mois de mars ; et nous voici aujourd'hui, conformément à ses instructions, en train d'en superviser le démarrage ». Le Premier ministre a également souligné l'importance stratégique et économique de ce projet : « Les travaux dans cette mine apporteront une valeur ajoutée à travers les ressources que l'Algérie proposera sur le marché international, permettant ainsi à l'économie nationale de se positionner stratégiquement ». Il a insisté sur la dimension concurrentielle des ressources : « Ces ressources minières constituent désormais un pivot économique puissant au cœur de la concurrence entre les différents pays détenteurs de ces richesses ». Classé parmi les cinq plus grandes mines de zinc au monde, le projet se distingue par son ambition industrielle et son approche respectueuse de l'environnement, visant à préserver l'équilibre écologique de la vallée de la Soummam. Doté d'un investissement global estimé à 471 millions de dollars, le

projet affiche des perspectives économiques particulièrement prometteuses, avec un chiffre d'affaires annuel attendu de l'ordre de 215 millions de dollars et un amortissement prévu en seulement cinq années après le démarrage de la production. Sur le plan technique, la mine devrait atteindre une production annuelle avoisinant les deux millions de tonnes de minerai brut. Une unité de traitement dédiée permettra d'en extraire environ 170 000 tonnes de zinc et 30 000 tonnes de plomb par an, positionnant le site comme un pôle industriel de premier plan dans le secteur minier. Le projet constitue également un levier de développement territorial, générant près de 700 emplois directs et jusqu'à 4 000 emplois indirects, dynamisant ainsi l'activité économique locale et offrant de nouvelles perspectives aux populations de la région. À cette occasion, le Premier ministre a rappelé la dynamique nationale autour des grands projets miniers : « Tout comme nous avons commencé hier à Gara Djebilet, nous partons aujourd'hui de Béjaïa et nous lancerons demain le projet de la mine de phosphate, en attendant d'autres projets à venir ». Il a conclu : « L'Algérie et son économie avancent à pas fermes vers la sortie de la rente pétrolière, ce qui constitue l'objectif suprême tracé par Monsieur le Président de la République ». Lors de la cérémonie, plusieurs présentations techniques ont été effectuées. La Société Nationale de Recherche et d'Exploitation Minière (Sonarem) a d'abord exposé les objectifs de production et de valorisation du gisement, tandis que le ministère des Travaux publics a détaillé le projet de liaison routière reliant la mine à l'axe autoroutier. Parallèlement, le ministère de

l'Énergie et des Énergies renouvelables a présenté le plan de raccordement électrique via une ligne de 60 kV depuis la station d'El Kseur, et le ministère de l'Hydraulique a précisé les mesures hydrologiques mises en place pour préserver l'équilibre de la vallée de la Soummam. Pour conclure ces interventions, le Directeur général du Port de Béjaïa a présenté les infrastructures dédiées à l'exportation du zinc et du plomb, assurant un traitement logistique efficace tout en respectant les normes environnementales. Cette approche durable se traduit par l'utilisation des stériles miniers pour le remblayage des vides souterrains et la mise en place de systèmes avancés de gestion des eaux afin de prévenir tout risque de drainage acide. Sur le plan commercial, la production sera d'abord destinée au marché national avant que les excédents ne soient exportés, contribuant ainsi à renforcer les revenus de l'État et la dynamique industrielle régionale. Les premières étapes concrètes du projet sont déjà engagées, notamment avec l'ouverture d'une route de deux kilomètres reliant la RN75 aux hauteurs du village Aït Bouzid. Cette infrastructure stratégique facilitera l'accès au site et accompagnera le déploiement opérationnel du projet dans des conditions optimales. Enfin, le Premier ministre a procédé à la pose de la première pierre des travaux d'aménagement de l'entrée de la mine, donnant le signal officiel du lancement de l'exploitation et de la valorisation de ce gisement. L'exploitation se fera par extraction souterraine, avec traitement visant à augmenter la concentration à environ 60 % pour le zinc et le plomb, contre une teneur initiale d'environ 4 % pour le zinc et moins de 1,5 % pour le plomb.

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Les exportations algériennes de GNL bondissent de 74 %

Par Réda Hadi

Depuis le déclenchement de la guerre américano-sioniste contre l'Iran à la fin du mois de février dernier et la fermeture du détroit d'Ormuz, les exportations algériennes de gaz naturel liquéfié (GNL) ont enregistré une progression spectaculaire. Les données récentes font état d'une hausse de 74 % des volumes exportés durant les deux premières semaines de mars par rapport à la même période du mois précédent, illustrant la capacité de réaction rapide du pays face aux tensions des marchés mondiaux. Cette performance s'explique en grande partie par l'avantage géographique stratégique de l'Algérie. Située sur la rive sud de la Méditerranée, elle constitue une alternative directe et sécurisée aux approvisionnements traditionnellement issus du Golfe, désormais perturbés par l'insécurité maritime. Cette proximité avec l'Europe permet au pays de répondre efficacement aux besoins urgents des États

cherchant à compenser l'absence des cargaisons qataries ou émiraties. Dans ce contexte de fortes tensions au Moyen-Orient, l'Algérie s'impose comme un acteur clé de la sécurité énergétique, notamment pour le bassin méditerranéen, comme l'a souligné la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Le dynamisme observé au cours de la deuxième semaine de mars, marqué par une hausse hebdomadaire de la demande avoisinant les 30 %, confirme l'accélération du recours au gaz algérien à mesure que la crise régionale s'intensifie. Sur le plan commercial, les autorités algériennes semblent clairement orientées vers la valorisation des opportunités offertes par le marché spot. Cette stratégie se traduit par une intensification des chargements et un élargissement du portefeuille de clients. Si la France demeure un partenaire majeur, avec une augmentation notable de ses importations de GNL, d'autres pays comme la Turquie, l'Espagne ou encore la Croatie qui n'avait plus importé de GNL algérien depuis l'été

2025 se tournent de nouveau vers Alger pour sécuriser leurs approvisionnements. Cette diversification témoigne de la fiabilité de l'offre algérienne dans un environnement marqué par une forte volatilité. Toutefois, cette conjoncture met également en évidence l'importance des investissements à venir pour consolider cette position. Si les exportations de pétrole brut ont suivi une trajectoire plus contrastée, marquée par un recul global puis un redéploiement vers de nouveaux marchés comme le Royaume-Uni ou les Pays-Bas, le gaz demeure le principal levier de résilience du pays. L'enjeu, désormais, consiste à poursuivre la modernisation des infrastructures et à renforcer les capacités de production afin de transformer ces opportunités conjoncturelles en un avantage structurel durable. À travers cette dynamique, l'Algérie affirme progressivement son rôle de fournisseur fiable et de pilier de la stabilité énergétique internationale, dans un contexte mondial de plus en plus exposé aux aléas géopolitiques.

L'EXPERT MUSTAPHA

MEKIDÈCHE L'A

SOULIGNÉ :

«La mine de Zinc-Plomb, un levier pour la diversification économique »

Par S. R.

Alors que l'Algérie accélère sa mutation industrielle, le secteur minier s'impose progressivement comme le second moteur de la croissance nationale. Dans ce contexte, le lancement du projet de zinc et de plomb à Oued Amizour marque une étape décisive dans la stratégie visant à rompre avec le modèle « tout hydrocarbures ». Intervenant sur les ondes de « Chaîne III » de la radio nationale, Mustapha Mekidèche, expert et ancien dirigeant de l'Entreprise nationale de l'engineering pétrolier, a tenu à souligner que l'importance de ce gisement dépasse largement le cadre de la simple extraction minière. Il s'agit, selon lui, d'un projet structurant, capable d'impulser une transformation en profondeur de l'économie nationale. « La diversification est engagée, à la fois en aval avec les industries et en amont avec le développement minier », a-t-il affirmé, précisant que ces ressources constituent un levier essentiel pour réduire durablement la dépendance aux revenus pétroliers. Dans cette dynamique, l'Algérie mise sur des partenariats technologiques de premier plan, associant des acteurs australiens pour l'expertise minière et des partenaires chinois pour les infrastructures. L'objectif est clair : dépasser le simple stade de l'exportation de matières brutes pour bâtir une véritable chaîne de valeur intégrée. Selon Mustapha Mekidèche, ce gisement représente une « grosse patate », dont l'impact potentiel sur le PIB et la balance commerciale pourrait rivaliser avec celui des grands projets gaziers et pétroliers. L'attractivité générée par le projet d'Oued Amizour agit déjà comme un puissant catalyseur d'investissements directs étrangers. Avec des réserves estimées à 34 millions de tonnes, le site positionne l'Algérie comme un acteur de plus en plus crédible sur une scène internationale où les métaux de base prennent une importance stratégique croissante. Cette dynamique est également soutenue par la modernisation du cadre réglementaire, notamment à travers le guichet unique qui facilite l'implantation des partenaires internationaux. Ce projet s'inscrit dans une logique de complémentarité avec d'autres grands pôles miniers du pays, à l'image de Gara Djebilet pour le fer. Cette synergie contribue à renforcer le rôle de Sonarem, appelée à devenir un acteur central du secteur. À ce propos, Mustapha Mekidèche estime que l'entreprise pourrait connaître une trajectoire comparable à celle de Sonatrach, affirmant qu'« elle pourrait à terme jouer un rôle comparable dans son domaine, y compris à l'international ». Par ailleurs, les retombées du projet dépassent le seul cadre industriel pour toucher au développement territorial. L'exploitation du gisement devrait favoriser le désenclavement de la région et stimuler la création d'emplois qualifiés. « C'est tout un microcosme économique qui va se développer », a expliqué l'expert, évoquant notamment le développement d'infrastructures portuaires et ferroviaires nécessaires à l'acheminement du minerai.

UNIVERSITÉ

Signature de deux conventions dans le domaine des applications agricoles

Deux conventions de coopération ont été signées, lundi à Alger, entre le Centre de Recherche en Technologies Industrielles (CRTI), l'Entreprise de construction de matériels agricoles (CMA) et l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique (ENSA), portant sur le domaine des applications agricoles.

Présidant la cérémonie de signature, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a souligné l'importance des solutions technologiques développées par le CRTI, qui sont à même de contribuer au développement du domaine agricole et au renforcement de la sécurité alimentaire.

A cette occasion, M. Baddari a pris connaissance d'un ensemble de projets innovants réalisés au CRTI, s'inscrivant dans le cadre de la stratégie adoptée par le secteur qui a choisi pour slogan "Innover en Algérie".

A cet égard, le ministre a fait observer que ces innovations auront "un impact significatif sur l'économie nationale et le renforcement de la souveraineté alimentaire et industrielle nationale, figurant parmi les priorités du gouvernement".

En concrétisation de la politique d'intégration entre les secteurs de la recherche scientifique et de l'économie, M. Baddari a invité les opérateurs et les investisseurs dans le domaine agricole à "adopter ces solutions prêtes à l'emploi".

Parmi les solutions développées par le CRTI, figurent des prototypes d'épierreuses agricoles, une station météo connectée dédiée au suivi des parcelles réservées à la culture du blé, un robot utilisable dans les exploitations agricoles et un pulvérisateur guidé pour l'irrigation des grandes surfaces agricoles.

Ces projets de recherche sont à même "d'améliorer le rendement agricole et la gestion de l'opération d'irrigation, mais aussi de permettre la détection précoce des maladies affectant le blé et d'autres végétaux, notamment dans les serres".

R E.

NAFTAL /AID EL FITR

Disponibilité des produits pétroliers à travers l’ensemble du territoire national

La société nationale de commercialisation et de distribution des produits pétroliers "Naftal" a indiqué, mardi dans un communiqué, que l'approvisionnement en produits pétroliers sera assuré durant toute la période de l'Aïd el Fitr dans l'ensemble de ses stations-service, et points de vente à travers tout le terri-

toire national.

"Naftal informe son aimable clientèle que durant les jours de l'Aïd el Fitr, à l'instar du reste de l'année, tous les produits pétroliers seront disponibles au niveau de l'ensemble de ses stations et points de vente, qui resteront ouverts 24h/24 à travers tout le territoire national", précise Naftal.

AÏD EL-FITR

2300 dessertes supplémentaires dans les gares routières

La Société d'exploitation des gares routières d'Algérie (Sogral) a mis en place un programme spécial Aïd El-Fitr, prévoyant 2300 dessertes supplémentaires à travers les différentes gares routières, en vue de répondre à l'excédent de la demande prévue pendant cette période, indique, lundi, un communiqué de la société.

Le programme de Sogral vise à renforcer les dessertes, allant de samedi dernier jusqu'à vendredi prochain et durant la semaine après l'Aïd El-Fitr pour assurer le retour des voyageurs.

Il prévoit 2300 dessertes supplémentaires à travers les différentes gares routières pour absorber l'excédent de la demande qui pourrait atteindre près de 350.000 voyageurs par jour, tout en veillant au respect, par les transporteurs, du planning de permanence durant cette fête religieuse, en coordination avec les direc-

tions des transports, précise la même source.

Il s'agit également de la mise à disposition de 364 guichets de vente de billets dans les différentes gares routières, dont 148 équipés de TPE, en sus de la généralisation de l'application "Mahatati" pour couvrir 62 gares routières, afin de permettre aux citoyens d'acheter leurs billets en ligne.

Dans ce cadre, 35.000 billets ont été vendus en ligne depuis le lancement de l'application "Mahatati" qui permet également, à travers son espace "S.O.S Danger", de signaler les conducteurs imprudents ou à l'origine de problèmes et de désagréments pour les usagers.

Plus de 4.700 signalements ont ainsi été transmis à la cellule d'écoute mise en place par Sogral.

Pour une prise en charge optimale des voyageurs, la société a suspendu l'ensem-

ble des congés hebdomadaires et annuels du personnel d'entretien et de sécurité, en coordination avec les différentes directions des transports de wilaya délivrant les autorisations exceptionnelles, ainsi qu'avec l'entreprise publique El Djamiaya Li Nakl Ouâ El Khadamet (DNK), selon la même source.

En outre, un plan d'action préventif et opérationnel a été mis en place avec les différents corps de la Sûreté nationale, de la Protection civile et de la Gendarmerie nationale, afin de préserver l'ordre public dans les gares et de garantir une intervention rapide en cas d'urgence.

Par ailleurs, Sogral a programmé des campagnes de sensibilisation aux accidents de la route durant les jours de l'Aïd, à l'intention des conducteurs de bus et de véhicules sur les longues distances, ajoute le communiqué.

R E.

AÏD EL-FITR

Plusieurs mesures pour assurer la continuité de l’approvisionnement en eau potable

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAA) a annoncé, lundi dans un communiqué, le relèvement de son niveau de préparation et la mise en place d'une série de mesures visant à garantir la continuité et la stabilité de l'approvisionnement en eau potable et du service d'assainissement durant les jours de l'Aïd El-Fitr dans les wilayas d'Alger et de Tipasa.

Le directeur général adjoint de la SEEAL chargé du service public, Amine Hamadene, a présidé une réunion de coordination élargie ayant regroupé des directeurs et cadres de différentes directions centrales et opérationnelles, consacrée à la finalisation des dernières dispositions techniques et opérationnelles en prévision de l'Aïd El-Fitr, a précisé la société.

Lors de cette réunion, un exposé a été présenté sur la situation d'exploitation du réseau et des installations d'assainissement, outre l'état actuel des infrastructures et les points en cours de traitement en coordination avec la direction des travaux, tout en soulignant la mobilisation des équipes pour des interventions rapides le cas échéant.

Concernant l'appui logistique, les besoins des directions opérationnelles en pièces de rechange hydrauliques stratégiques ont également été examinés, afin d'assurer la rapidité des opérations de maintenance, en sus de la révision de la situation du parc roulant pour garantir la mobilité des équipes de terrain et les interventions 24h/24.

S'agissant de l'approvisionnement en eau potable, la réunion a également porté sur le suivi de la situation de la production et de la distribution, en coordination entre les directions opérationnelles, la direction technique et la di-

rection des travaux, dans le but d'assurer un programme de distribution répondant aux besoins des citoyens durant les jours de l'Aïd.

Au terme de la réunion, le directeur général adjoint a insisté sur la nécessité d'une mobili-

sation totale des différentes équipes techniques et administratives, l'objectif étant d'assurer un service public répondant aux attentes des citoyens à l'occasion de cette fête.

APS

Mercuriale					
وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL			وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE		
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وإسعة الإستهلاك ليوم 17 مارس 2026 الموافق لـ 27 رمضان 1447 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 Mars 2026 (27 ramadan 1447)					
Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		
Produits	DA / Kg		دج / كلف		المنتجات
	Moyenne	Maximum	Minimum	أدنى	
Légumes frais	Pomme de terre	68	77	59	البطاطا
	Tomate	117	130	104	الطماطم
	Oignon sec	98	108	88	البصل الجاف
	Ail sec	992	1084	901	الثوم الجاف
	Carotte	106	120	92	الجزر
	Navet	120	134	106	اللفت
	Choux fleur	136	149	123	قرنبيط
	Choux	105	118	91	الكرنب
	Courgette	140	155	126	الكوسة
	Haricot vert	506	542	470	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	202	223	180	الخس
Fruits frais	Orange	199	246	152	البرتقال
	Citron	173	197	148	الليمون
	Pomme locale	410	491	328	التفاح المحلي
	Datte	500	625	374	التمر
	Banane	458	477	439	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1961	2105	1818	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	417	432	403	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	19	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,00	-14,36	6,09	10,14	7858	2 711 010,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 399,00	NC	0,00	-0,04	-0,77	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 502,00	NC	0,00	0,01	1,65	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 240,00	2240,00	0,00	-0,37	-1,21	10,68	5,58	1000	2 240 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,56	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,69	3,97	5,00	0	0,00

RÉORGANISATION DU MARCHÉ NATIONAL

Vers un système de distribution modernisé

La réforme du marché national de distribution entre dans une phase décisive. Entre modernisation des marchés de gros, relance des marchés de proximité et constitution de stocks stratégiques, les autorités affichent une volonté claire de structurer durablement l’approvisionnement et de stabiliser les prix. Une transformation d’ampleur, portée par le ministère du Commerce intérieur, qui vise à corriger les déséquilibres structurels et à mieux encadrer les circuits de distribution.

Par Selma R.

Au cœur de cette dynamique, la réorganisation des marchés de gros apparaît comme un chantier prioritaire. Selon les données présentées, seuls neuf marchés répondent aux normes modernes, tandis que 37 autres nécessitent une réhabilitation en profondeur. Un constat qui illustre, selon le directeur général de la régulation et de l’organisation du marché, Ahmed Mokrani, « le décalage entre les infrastructures existantes et les exigences actuelles en matière de distribution et de logistique ». Face à cette situation, un vaste programme de mise à niveau est en cours, avec pour objectif d’adapter ces espaces aux standards modernes, notamment en matière d’hygiène, de stockage et de traçabilité. Dans ce cadre, l’établissement public « Magros » voit ses missions considérablement élargies. Longtemps limité à la gestion des marchés de gros, cet organisme est désormais appelé à jouer un rôle central dans la régulation du marché. « Aujourd’hui, Magros ne se contente plus de gérer les infrastructures. Il est appelé à intervenir directement dans le marché, à travers l’achat auprès des agriculteurs, le stockage des produits et même l’importation si nécessaire pour corriger les déséquilibres », a expliqué Ahmed Mokrani, lors de son intervention sur la « Chaîne I » de la radio nationale. Cette évolution marque un tournant dans la gouvernance du marché, en dotant l’État d’un levier opérationnel plus direct. Parallèlement, la question des marchés de proximité s’impose comme un autre axe stratégique. Avec 1 541 communes à l’échelle nationale, le pays ne dispose

que de 852 marchés de proximité opérationnels, révélant un déficit important en infrastructures commerciales de base. Toutefois, 257 marchés sont aujourd’hui prêts à être exploités. Leur mise en service, prévue dans les prochains mois, devrait permettre d’améliorer significativement la distribution au niveau local. « L’objectif est double : rapprocher les produits du citoyen et offrir des alternatives organisées pour réduire l’ampleur du commerce informel », a souligné le responsable. Au-delà des infrastructures, la sécurisation de l’approvisionnement repose également sur la constitution de stocks stratégiques. Sur ce point, les autorités se veulent rassurantes. « Nous disposons de réserves couvrant jusqu’à six mois pour certains produits essentiels », a affirmé Ahmed Mokrani. Ces stocks concernent notamment des produits sensibles tels que le blé dur et tendre, le lait en poudre, la levure, l’huile brute et le sucre brut. Un dispositif qui permet non seulement de faire face aux éventuelles perturbations des marchés internationaux, mais aussi d’intervenir rapidement pour stabiliser les prix sur le marché local. Enfin, la réforme s’accompagne d’un volet réglementaire visant à mieux organiser les pratiques commerciales, en particulier dans les marchés agricoles. Une nouvelle réglementation sur la présentation et la vente des produits entrera en vigueur dès le mois d’avril. Elle vise à mettre fin aux pratiques désordonnées observées dans certains espaces commerciaux. « Il s’agit d’améliorer les conditions de commercialisation et d’offrir au consommateur un cadre plus organisé et plus transparent », a précisé Ahmed Mokrani, évoquant une

série d’actions de sensibilisation déjà engagées auprès des professionnels.

La stratégie d’anticipation pour la régulation des marchés

Pour garantir la stabilité du marché durant le Ramadan et l’Aïd el-Fitr, l’État a mis en place une stratégie d’anticipation rigoureuse dès octobre 2025. Ce dispositif repose sur une coordination étroite entre les producteurs, les distributeurs et les autorités locales, sous l’égide d’une cellule de veille permanente. Cette organisation permet d’assurer un approvisionnement régulier en produits de base, tout en mobilisant plus de 55 000 commerçants réquisitionnés et des milliers d’agents de contrôle. Comme l’a souligné Ahmed Mokrani : « Nous avons engagé un travail de coordination très en amont avec tous les secteurs impliqués afin d’assurer un approvisionnement régulier du marché ». Parallèlement à cette logistique, la modernisation et la lutte contre la spéculation constituent des piliers majeurs de cette gestion. Grâce à l’application « Mourafiq-com », le citoyen participe activement à la surveillance, tandis que les autorités luttent fermement contre la rétention de marchandises. Ce passage d’une gestion réactive à une approche préventive porte ses fruits, transformant ces périodes de forte consommation en moments de stabilité pour les ménages. Ahmed Mokrani a d’ailleurs résumé ce succès par ce constat : « Nous sommes passés d’une gestion réactive à une gestion anticipative du marché », marquant ainsi une transformation déterminante pour la sécurité alimentaire nationale.

GÂTEAUX DE L’AÏD Quand les femmes au foyer transforment leur passion en activité rentable

De nombreuses familles préfèrent désormais commander les gâteaux traditionnels à l’approche de l’Aïd El-Fitr auprès de pâtisseries à domicile. Une tendance qui s’est largement développée ces dernières années, portée, notamment par l’essor des réseaux sociaux où les pages dédiées aux pâtisseries traditionnelles et modernes se multiplient et les photos de "makrouth", "ghribia", "sablés" décorés ou encore "cornes de gazelle" et "baklaoua" soigneusement présentées, attirent souvent des centaines d’abonnés. Ferdous, avocate, explique avoir choisi de passer commande auprès d’une pâtisserie travaillant à domicile après avoir découvert ses réalisations sur les réseaux sociaux. Bibiya, femme au foyer spécialisée dans la préparation de gâteaux traditionnels, affirme que cette activité lui permet non seulement d’exprimer sa passion pour la pâtisserie, mais aussi de contribuer aux revenus du ménage, notamment durant les périodes de forte demande. A l’approche de l’Aïd, certaines pâtisseries sont parfois contraintes de clôturer les commandes plusieurs jours avant la fin du mois de Ramadhan afin de pouvoir répondre aux demandes des clientes. Samira, enseignante, confie pour sa part avoir dû passer sa commande bien à l’avance auprès d’une pâtisserie à domicile afin de s’assurer de disposer d’un assortiment de gâteaux pour accueillir ses invités le jour de la fête. Pour répondre aux attentes de leur clientèle, plusieurs pâtisseries proposent désormais des "box de gâteaux de l’Aïd", composées de différentes variétés de douceurs. Cette activité illustre l’émergence de nouvelles formes de l’auto entrepreneuriat domestique, rendues possibles grâce aux réseaux sociaux, permettant à de nombreuses femmes de concilier vie familiale et activité génératrice de revenus. APS

SALON INTERNATIONAL DES FRUITS ET LÉGUMES L’Algérie participe au MACFRUT 2026 en Italie en avril prochain

L’Algérie participera au Salon international des fruits et légumes (MACFRUT 2026) qui se tiendra à Rimini (Italie) du 21 au 23 avril prochain, a indiqué hier un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. MACFRUT 2026 est un événement commercial international dédié aux systèmes, technologies et services liés à la production, au développement, à la commercialisation et au transport des fruits et légumes, rassemblant chaque année des professionnels, des entreprises et des acheteurs du monde entier, précise la même source. Il s’agit d’un événement pionnier dans le domaine des échanges entre entreprises (B2B), couvrant divers aspects de la chaîne de valeur, dont la production, les semences, les pépinières, les engrais, les biosolutions, les machines agricoles, la transformation, le conditionnement, les services logistiques et la distribution, ajoute le ministère, invitant les opérateurs économiques souhaitant participer à s’inscrire via le site web dédié à cet effet : <https://www.mcepe.gov.dz/index.php/ar/macfrut-2026>.

APS

VALORISATION DE LA SAUMURE DES STATIONS DE DESSALEMENT

Un projet d’étude lancé par le ministère de l’Environnement

Par Z R.

À la veille de la Journée mondiale du recyclage, coïncidant le 18 mars de chaque année, le ministère de l’Environnement et de la Qualité de la Vie a lancé un projet ambitieux visant à valoriser la saumure issue des stations de dessalement d’eau de mer. Ce projet, développé en coordination avec le ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et l’Entreprise algérienne de dessalement des eaux, s’inscrit dans une approche scientifique et de recherche pour tirer le meilleur parti de ce sous-produit industriel. Dans le cadre de cette initiative, Mme

Kawthar Krikou, ministre de l’Environnement et de la Qualité de la Vie, a effectué hier une visite à la station de dessalement « Fouka 2 » dans la wilaya de Tipaza, afin de superviser les études et les travaux préparatoires. Le projet est conduit via l’Observatoire national de l’environnement et du développement durable, en collaboration avec l’Université de Technologie de Boumerdès. L’objectif principal est de récupérer les composants minéraux et les sels exploitables contenus dans la saumure pour les transformer en matières premières pouvant être utilisées dans diverses activités économiques. Cette démarche s’inscrit dans la logique de

l’économie circulaire et vise à concilier sécurité de l’eau, protection de l’environnement et développement économique. Ce projet constitue également une réponse stratégique aux effets du changement climatique et à la sécheresse, en particulier dans les régions vulnérables, et traduit les orientations du président de la République visant à multiplier les stations de dessalement sur l’ensemble du territoire national. Selon le ministère, cette initiative permettra non seulement de sécuriser l’approvisionnement en eau mais aussi d’ouvrir de nouvelles perspectives économiques et industrielles, renforçant ainsi la durabilité environnementale et la résilience face aux défis climatiques.

MILA

Déstockage et mise sur le marché de 2.240 quintaux d’ail

Une quantité de 2.240 quintaux d'ail, emmagasinée dans des chambres froides, dans la wilaya de Mila, a été déstockée et mise sur le marché, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction du commerce.

L'inspecteur principal de la concurrence et des enquêtes économiques, Djalal Kelouz, a précisé, dans une déclaration à l'APS, que "2.240 quintaux d'ail, déstockés la semaine dernière de 4 chambres froides dans le cadre d'un programme de régulation des prix des produits agricoles, ont été acheminés vers les marchés de gros des wilayas de Mila, de Mascara et de Béjaïa".

Cette opération, a souligné la même source, s'inscrit dans le cadre des efforts des autorités publiques visant à garantir la disponibilité des différents produits agricoles de large consommation et à en maîtriser le prix, y compris l'ail dont le prix a récemment enregistré une "hausse significative".

En injectant cette quantité d'ail sur les marchés, toutes les chambres froides destinées au stockage de l'ail dans la wilaya de Mila ont été vidées dans le cadre d'un programme de régulation de ce produit agricole dont le prix de vente aux grossistes est plafonné à 500 dinars le kg, a encore indiqué la même source.

Pas moins de 22 opérateurs économiques, dont une majorité de producteurs d'ail, ont participé au programme de stockage de ce produit dans la wilaya de Mila, emmagasinant une quantité totale de plus de 31.000 quintaux dans 57 chambres froides déchargées par étapes, a-t-on conclu.

APS

GHARDAÏA

Renforcement en cours de 24 km de la RN-107

Le tronçon de la RN-107 reliant les wilayas de Ghardaïa et El-Bayadh fait l'objet de travaux de renforcement sur un linéaire de 24 km, dans le cadre des efforts pour améliorer l'état du réseau routier et fluidifier la circulation, a-t-on appris lundi auprès de la direction des Travaux publics de la wilaya de Ghardaïa.

Le projet est réalisé en plusieurs lots, confiés à des entreprises spécialisées, a indiqué à l'APS le chargé de la gestion de la DTP, Omar Harbouche, en précisant que le renforcement d'un premier tronçon de 70 km de cet axe routier de 176 km entre les deux wilayas, avait été achevé dans le cadre de programmes antérieurs.

Les travaux actuels de renforcement sont menés depuis l'intersection avec la RN-1 jusqu'au point kilométrique 649, dans l'attente du lancement d'une autre opération sur 82 km, ainsi que l'élargissement de la chaussée de 5 à 7 mètres, afin de garantir une circulation fluide des véhicules, notamment les poids lourds, a-t-il ajouté.

La RN-107 constitue un axe important reliant les wilayas du sud et contribue à la dynamisation de l'activité économique et agricole dans la région, estime M. Harbouche.

APS

BECHAR

Journée de formation sur la prévention des différents risques en milieu de travail

Une vingtaine (23) d'agents de prévention et de sécurité des tribunaux de Bechar, Abadla, Beni-Ounif, Beni-Abbes, Kerzaz, ainsi que l'annexe de justice de Tabelbella ont pris part, lundi à Bechar, à une journée régionale de formation sur la prévention des différents risques en milieu de travail, initiée à leur profit par la direction locale de la Protection civile, a-t-on appris auprès de cette structure.

Cette initiative visait à sensibiliser les participants aux différents aspects de la prévention des risques, et ce, grâce à son encadrement par des officiers spécialisés, relevant du bureau de formation de la direction locale de la Protection civile, a-t-on précisé.

Cette session de formation qui s'est déroulée au sein de l'unité principale de la Protection civile, sous la supervision des éléments spécialisés, a comme objectif principal de renforcer et d'ancrer les principes de sécurité au travail dans les institutions et administrations publiques, dont les tribunaux des wilayas de Bechar et Beni-Abbes.

Cette journée a également permis à ses animateurs de transmettre aux participants des compétences accrues dans les domaines liés à la prévention et à l'intervention en situation d'urgence sur le lieu de travail, à travers des cours théoriques complétés par des exercices pratiques sur les différentes catégories d'incendies, les méthodes efficaces pour y faire face, ainsi que sur l'utilisation correcte des divers moyens de leur extinction.

Par ailleurs, les participants ont bénéficié d'ateliers d'initiation aux techniques de premiers secours, notamment sur la manière de gérer les blessures et les situations critiques pouvant survenir en milieu professionnel.

Cette action s'inscrit dans le cadre des efforts continus des services de la protection civile pour diffuser une culture de la prévention, tout en renforçant la préparation des mêmes agents du secteur de la justice face aux risques potentiels.

Depuis le début de cette année, le bureau de formation de la direction de wilaya de la Protection civile a formé plus de 200 agents chargés de la prévention et de la sécurité issus de diverses institutions et administrations de la wilaya de Bechar.

APS

MOSTAGANEM

Sept milliards de dinars pour le secteur de l’Education

Le secteur de l'Education nationale dans la wilaya de Mostaganem a bénéficié d'une enveloppe financière de sept (07) milliards de dinars destinée à la réalisation de plusieurs nouvelles infrastructures éducatives, a indiqué, lundi, un communiqué des services de la wilaya.

La même source a précisé que le wali de Mostaganem Ahmed Boudouh a présidé, dimanche, une réunion du Conseil exécutif de la wilaya consacrée aux projets du secteur de l'éducation en prévision de la prochaine rentrée scolaire.

Dans ce cadre, la wilaya a bénéficié de projets portant sur la réali-

sation de 11 écoles primaires, 10 collèges d'enseignement moyen (dont 3 en cours de réalisation) et 7 lycées (dont 3 en cours de réalisation), en plus de 76 classes d'extension, dont la majorité relève du cycle primaire.

Concernant les services scolaires, le secteur sera également renforcé par des projets de réalisation de 13 cantines (principalement dans le cycle primaire) et 7 terrains de sport pour le cycle moyen, a fait savoir la même source.

Par ailleurs, les infrastructures existantes, notamment celles du cycle primaire, devront bénéficier

d'opérations d'aménagement et de réhabilitation dans le cadre du même programme de développement pour un montant dépassant 157 millions de dinars.

Grâce à ces nouvelles infrastructures, la wilaya de Mostaganem ambitionne de généraliser l'enseignement préparatoire et de réduire le taux d'occupation des classes à moins de 30 élèves par salle, ce qui contribuera à améliorer les conditions de scolarisation et à élever le niveau de performance et de réussite scolaire, ajoute la même source.

Concernant les autres indicateurs éducatifs, le communiqué indique

que le taux des bénéficiaires du transport scolaire dans la wilaya a atteint 97%, tandis que le chauffage scolaire a été généralisé dans l'ensemble des établissements éducatifs.

A cette occasion, le wali a souligné la nécessité d'intensifier les efforts pour la réalisation de ce programme de développement ambitieux et de suivre de près les différents projets sur le terrain, afin d'assurer leur réception dans les délais impartis, notamment ceux programmés pour la rentrée scolaire 2026-2027.

APS

TAMANRASSET

Plus de 13 milliards DA pour les projets programmés en 2026

Un financement de plus de 13 milliards DA est consacré, au titre de l'exercice 2026, au financement de plus de 70 projets de développement multisectoriel dans la wilaya de Tamanrasset, a-t-on appris auprès de la wilaya.

Lors d'une rencontre avec la presse, le wali de Tamanrasset, Mohamed Boudraâ, a affirmé que cet ambitieux montant, dégagé au titre du Fonds de soutien développement socioéconomique et de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, prévoit la rénovation et la modernisation du réseau d'assainissement dans différentes régions de la wilaya avec un agrandissement des canalisations pour pallier aux fuites et déperditions.

La commune de Tamanrasset s'est vue accorder aussi un projet de station de déminéralisation de l'eau potable, en plus du lancement d'un projet de château d'eau de 200 m3 au quartier Tahagouine.

Le désenclavement de localités et bourgades à travers le territoire, la modernisation et la réhabilitation de tronçons de la RN-1, sur les axes Tamanrasset-In-Guezzam et Tamanrasset-In-Salah, en plus de l'achèvement des projets en cours sur la route Tamanrasset-Djanet et Tamanrasset-Tin-Zaouatine (In-Guezzam), font partie des opérations prévus dans le programme de développement de 2026.

S'agissant du secteur de l'éducation, le chef de l'exécutif de wilaya a fait part de la projection de cinq (5) écoles primaires, l'inscription d'études de réalisation de trois (3) collèges d'enseignement moyen et d'un lycée, en sus de deux internats dans le cycle moyen, cinq (5) aires de jeux et une unité de dépistage et de suivi médical.

Le programme dont a bénéficié la wilaya de Tamanrasset cible également le secteur des transports qui sera doté d'une gare routière au Sud de la ville de Ta-

manrasset et d'une station urbaine, la finalisation du schéma de transport urbain, en plus de la réalisation de quatre (4) arrêts de bus au niveau d'autres communes de la wilaya.

Tamanrasset bénéficie aussi de la réhabilitation de structures juvéniles et sportives et de l'amélioration de la couverture sanitaire, dont la réalisation d'un centre de radiothérapie à l'hôpital 240 lits.

Le programme prévoit, par ailleurs, le lancement de projets de pistes d'accès agricole dans différentes communes et la délimitation d'une surface de 10 hectares pour le nouveau marché à bestiaux.

Le wali de Tamanrasset a souligné que ces projets, qui traduisent le grand intérêt accordé par les pouvoirs publics au développement des régions du Sud, sont appelés à influencer positivement sur le développement de la wilaya et contribuer à l'amélioration du cadre de vie du citoyen.

APS

UNE ARMÉE À 1 500 MILLIARDS DE DOLLARS

Quand l'administration Trump rêve de guerres éternelles

Qu'est-ce qui constitue la sécurité nationale et comment l'atteindre au mieux ? Les dépenses militaires massives rendent-elles vraiment un pays plus sûr, et quels dangers pour la démocratie et la liberté représentent les vastes complexes militaires ? De nos jours, en Amérique, ce genre de questions est rarement abordé de manière honnête. Au contraire, l'administration Trump privilégie les préparatifs de guerre et davantage de guerres, alimentés par des augmentations potentiellement énormes des dépenses militaires, présentées de manière malhonnête comme des « recapitalisations » de la sécurité et de la sûreté des États-Unis.

1^e partie

Par William J. Astore (*)

Une telle présentation fait presque passer Pete Hegseth, qui se présente comme le « secrétaire à la guerre » des États-Unis, pour un personnage rafraîchissant dans son adhésion à l'éthique guerrière. Le sénateur républicain Lindsey Graham est un autre « guerrier » qui encourage les conflits, que ce soit avec le Venezuela, l'Iran ou même – oui ! – la Russie. Ces machos se délectent de ce qu'ils considèrent comme la mission divine de leur pays : dominer le monde. Malheureusement, pour l'instant, les bellicistes sans scrupules comme Hegseth et Graham sont en train de gagner la bataille politique et culturelle ici, en Amérique. Bien sûr, le bellicisme américain n'est pas nouveau, tout comme la croyance en la domination mondiale grâce à des dépenses militaires élevées. En 1983, alors que j'étais étudiant à l'université, j'ai travaillé sur un projet qui critiquait le renforcement de la « défense » du président Ronald Reagan et son adhésion à des concepts utopiques tels que l'Initiative de défense stratégique (IDS), mieux connue sous le nom de « Guerre des Etoiles ». Je n'aurais jamais imaginé que, plus de 40 ans plus tard, un autre président républicain adopterait à nouveau l'IDS (rebaptisée « Golden Dome ») et des dépenses militaires toujours plus massives, d'autant plus que l'Union soviétique, la superpuissance rivale des États-Unis à l'époque de Reagan, a cessé d'exister il y a 35 ans. Étonnamment, Trump veut même réintroduire les cuirassés, comme Reagan l'avait brièvement fait (même s'il n'avait pas eu l'audace de demander qu'une nouvelle classe de navires porte son nom). Ce sera une « flotte dorée », dit Trump. Pourquoi ? J'ai passé une grande partie de ma vie à essayer de répondre à cette question. Peu après avoir pris ma retraite de l'armée de l'Air américaine, j'ai commencé à écrire pour TomDispatch, où j'ai publié mon premier article en 2007, demandant aux Américains de sauver l'armée d'elle-même et surtout de ses illusions de « poursuite » dans la guerre en Irak. Tom Engelhardt et moi-même, ainsi qu'Andrew Bacevich, Michael Klare et Bill Hartung, entre autres, avons versé beaucoup d'encre (au sens figuré, à l'ère du numérique) sur TomDispatch pour demander que le complexe militaro-industriel américain soit maîtrisé et réformé. La ré-



cente promotion par Trump d'une « armée de rêve » avec un budget proposé de 1 500 milliards de dollars en 2027 (soit 500 milliards de dollars de plus que le budget actuel du Pentagone) a été soutenue par des instances telles que le comité de rédaction du Washington Post, ce qui montre à quel point nos efforts intellectuels ont été frustrants et inefficaces. C'est décourageant, et encore une fois, qu'est-ce qui se passe ? Parfois (probablement trop souvent), je cherche refuge dans l'enfer que nous vivons à travers des phrases faciles qui masquent mon désespoir. Je vais donc écrire quelque chose comme : « L'Amérique n'est pas une ville brillante sur une colline, c'est une forteresse hérissée dans une vallée de la mort » ou « Au Pentagone, rien ne réussit mieux que l'échec », en référence aux huit audits consécutifs qui ont échoué (dans le cadre d'une série de manipulations financières qui dure depuis 30 ans) et qui ont accompagné les guerres désastreuses au Vietnam, en Afghanistan, en Irak et ailleurs. Ces phrases, aussi intelligentes soient-elles à mes yeux, n'ont eu absolument aucun effet sur le ralentissement de la montée du militarisme en Amérique. En substance, j'ai apporté l'équivalent en ligne d'un stylo plume à un combat à l'arme à feu, ce qui s'est avéré être tout sauf une recette pour réussir. Aux États-Unis, rien – et je dis bien rien ! – ne semble capable d'inverser la tendance des dépenses militaires massives et des guerres incessantes. Les lecteurs d'un certain âge (avancé) se souviendront peut-être que le président Ronald Reagan était surnommé le « président Téflon » parce que les scandales ne semblaient pas lui coller à la peau (du moins jusqu'à ce que l'affaire Iran-Contra s'avère difficile à effacer). Pourtant, le meilleur candidat de l'histoire au statut « antiadhésif » du

Téflon n'a jamais été Reagan ni aucun autre président. Il s'agissait et il s'agit toujours de l'État guerrier américain, dont le siège se trouve sur le fleuve Potomac à Washington. Et il faut rendre hommage à la bureaucratie sclérosée de cet État guerrier. Même si le Pentagone a enchaîné les échecs dans ses combats, ses budgets de guerre ont continué à grimper en flèche, puis à grimper encore plus haut. Pardonnez-moi de me répéter, mais qu'est-ce qui se passe ? Quand notre long cauchemar national, fait d'acceptation de la guerre et d'armement (exorbitant), prendra-t-il fin ? Manifestement, pas de sitôt. Même les Démocrates, censés constituer la « résistance » au président Trump, se vantent ouvertement de leur soutien à ce qui passe pour la légalité militaire (ou du moins des armes hors de prix), tandis que les membres démocrates du Congrès font la queue pour obtenir leur part du gâteau de la guerre. Pour citer un cri du cœur des années 1950, n'ont-ils donc aucun sens de la décence ?

L'acceptation éhontée de la guerre éternelle et de ses dépouilles

Je ne suis qu'un vieux lieutenant-colonel de l'armée de l'Air à la retraite. Qui se soucie de ce que je pense ? Mais l'Amérique devrait encore se soucier des paroles de Dwight D. Eisenhower, également connu sous le nom d'Ike, le général cinq étoiles victorieux du Débarquement de 1944 et au-delà, et président de ce pays de 1953 à 1961. Ike est connu pour avoir été la première personnalité importante à mettre en garde les Américains contre le complexe militaro-industriel (MIC) alors en plein essor, dans son discours d'adieu à la nation. Pourtant, même à l'époque, ses paroles ont été largement

ignorées. Récemment, j'ai relu l'avertissement d'Ike, peut-être pour la centième fois, et j'ai été une fois de plus frappé par la façon dont il soulignait la dimension spirituelle du défi auquel, malheureusement, nous sommes toujours confrontés.

Au cas où vous les auriez oubliées (ou jamais lues), voici les paroles d'Ike tirées de ce discours télévisé de janvier 1961, dans lequel il a introduit l'expression « complexe militaro-industriel » dans notre vocabulaire :

« Cette conjonction d'un immense appareil militaire et d'une importante industrie de l'armement est nouvelle dans l'histoire des États-Unis. Son influence totale – économique, politique, voire spirituelle – se fait sentir dans chaque ville, chaque parlement d'État, chaque bureau du gouvernement fédéral. Nous reconnaissons la nécessité impérieuse de cette évolution. Cependant, nous ne devons pas manquer d'en comprendre les graves implications. Notre travail, nos ressources et nos moyens de subsistance sont tous concernés, tout comme la structure même de notre société.

Au sein des conseils gouvernementaux, nous devons nous prémunir contre l'acquisition d'une influence injustifiée, qu'elle soit recherchée ou non, par le complexe militaro-industriel. Le risque d'une montée désastreuse d'un pouvoir mal placé existe et persistera. « Nous ne devons jamais laisser le poids de cette combinaison mettre en danger nos libertés ou nos processus démocratiques. Nous ne devons rien tenir pour acquis. Seule une population vigilante et informée peut imposer une articulation adéquate entre l'énorme machine industrielle et militaire de défense et nos méthodes et objectifs pacifiques, afin que la sécurité et la liberté puissent prospérer ensemble. » Telles étaient les paroles prémonitoires du plus haut gradé de son époque, véritable citoyen-soldat et président. Plus de soixante ans plus tard, nous devons agir en conséquence si nous voulons préserver « nos libertés et nos processus démocratiques. » Encore une fois, ce sont des paroles pleines de sagesse, mais nos dirigeants les ont rarement écoutées. Depuis 1961, la « montée désastreuse d'un pouvoir mal placé » en ce qui concerne le complexe militaro-industriel a contaminé notre culture, notre économie et même – pour reprendre un terme de l'époque de la guerre désastreuse menée par les États-Unis au Vietnam – nos cœurs et nos esprits.

(A suivre)

MAURITANIE

«les droits de douane sur les téléphones n’affectent pas la marge bénéficiaire des commerçants étant payé par les citoyens»

Le directeur général du Budget, Ahmed Ould Abah, a déclaré que les droits de douane sur les téléphones n’ont aucune incidence sur la marge bénéficiaire des commerçants, les droits devant être acquittés par les citoyens. Le directeur du budget s’exprimait lors d’une émission-débat diffusée dimanche soir sur la chaîne de télévision publique (Al-Mauritania), au cours de laquelle il a souligné que la marge bénéficiaire du commerçant sur chaque téléphone vendu ne serait pas affectée par ces droits. Ould Abah a ajouté que ces droits figuraient dans les budgets de l’État depuis l’année 2000, mais que certains importateurs ne déclaraient pas les téléphones importés. Le directeur du budget a souligné que, dans le budget 2026, le gouvernement a réduit ces taxes de 32 % à 30,5 % pour les smartphones, tandis que celles sur les téléphones classiques sont passées à 12 %. Ould Abah a estimé que la perception des recettes fiscales n’était pas un « fardeau », mais constituait au contraire l’une des ressources essentielles pour financer les projets de développement et fournir les services de base aux citoyens. Il a ajouté : « Les Mauritaniens doivent remercier le président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani d’avoir fourni des ressources budgétaires qui permettent de financer les projets et les services. » Agence

PAYS DU CONSEIL DE COOPÉRATION DU GOLFE

La production de pétrole brut a diminué de 5,4 %

La valeur ajoutée du secteur pétrolier dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), aux prix courants du marché, a atteint environ 561,2 milliards de dollars en 2024, contribuant à hauteur de 24 % au produit intérieur brut, tandis que la valeur ajoutée à prix constants s’est élevée à 541,9 milliards de dollars, soit une contribution de 29,3 %, selon les dernières données publiées par le Centre statistique du Conseil de coopération du Golfe.

R I/Agence

Ces données font état d’une baisse de 5,4 % de la production de pétrole brut en 2024, qui s’est établie à 16,1 millions de barils par jour, contre 17 millions de barils par jour en 2023. Les exportations de pétrole brut ont également reculé de 7,2 %, atteignant 11,5 millions de barils par jour, contre 12,3 millions de barils par jour l’année précédente. Le Centre présente un aperçu global des performances des secteurs pétrolier, gazier et des énergies renouvelables dans les pays du CCG dans son rapport intitulé « Statistiques énergétiques », qui fait état d’une production de gaz stable et d’une augmentation des réserves. Les données indiquent également que la pro-

duction de gaz naturel commercialisé a légèrement diminué, de moins de 0,4 %, pour s’établir à 442,0 milliards de mètres cubes, contre 443,8 milliards de mètres cubes en 2023. Le rapport précise que le taux de croissance annuel moyen des réserves de pétrole brut pour la période 2020-2024 a atteint 30,7 %, tandis que celui des réserves de gaz naturel s’est établi à 1 %. Les pays du CCG ont enregistré des réserves de 511,9 milliards de barils de pétrole brut et de 44,3 milliards de mètres cubes de gaz naturel en 2024. Selon les Indicateurs mondiaux de l’énergie 2024, les pays du CCG ont contribué à hauteur de 21,8 % à la production mondiale de pétrole brut et de 26,6 % à ses exportations. Ils ont également contribué à hauteur de 10

% à la production mondiale de gaz naturel commercialisé et de 13,5 % à ses exportations. Les pays du CCG détiennent 32,7 % des réserves mondiales de pétrole et 21,2 % des réserves mondiales de gaz naturel. Le rapport révèle que la capacité totale de production d’énergie renouvelable dans les pays du CCG a atteint 14,2 gigawatts en 2024, soit seulement 0,3 % de la capacité mondiale. Par ailleurs, les projets d’interconnexion électrique du CCG ont permis de réaliser des économies estimées à 540,5 millions de dollars, tandis que le volume d’énergie échangée entre les pays a atteint 1 795,9 gigawattheures.

TUNISIE

Ce choc géopolitique que l’économie n’avait pas anticipé

Les grandes inflexions économiques ne naissent pas tous les jours dans les salles de marché ou dans les publications statistiques des banques centrales. Elles émergent souvent dans les zones de friction du système international. Une route maritime stratégique menacée, une confrontation militaire qui s’intensifie ou une perturbation potentielle des flux énergétiques suffisent désormais à déclencher des réactions en chaîne sur les marchés financiers mondiaux.

Depuis plusieurs années, la géopolitique s’est imposée comme l’un des principaux moteurs de la dynamique financière internationale. Les tensions persistantes au Moyen-Orient illustrent parfaitement ce phénomène. A chaque escalade militaire ou diplomatique, les investisseurs réévaluent leurs anticipations, réorientent leurs portefeuilles et ajustent leur exposition au risque. Les marchés des changes, de l’énergie et des matières premières deviennent alors le premier baromètre des inquiétudes globales.

Dans ce contexte, les institutions financières internationales anticipent une période prolongée de volatilité. Les fluctuations simultanées des devises et des prix de l’énergie traduisent un environnement où les facteurs géopolitiques pèsent autant, sinon davantage, que les fondamentaux économiques traditionnels. Pour les économies émergentes fortement dépendantes des importations énergétiques, cette nouvelle configuration mondiale représente un défi majeur. La Tunisie,

dont l’économie reste étroitement connectée aux flux commerciaux et financiers internationaux, se retrouve particulièrement exposée à ces dynamiques. Lorsqu’un choc géopolitique surgit, les investisseurs adoptent généralement un réflexe bien connu : la recherche de sécurité. Dans ces périodes d’incertitude, les capitaux internationaux se dirigent massivement vers les actifs considérés comme les plus sûrs et les plus liquides.

Agence

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Le premier ministre égyptien rassure le secteur économique

Stabiliser les marchés, maintenir l’équilibre des prix et contenir l’inflation pour éviter toute répercussion sur les taux d’intérêt : telles sont les priorités affichées par le gouvernement égyptien. Le premier ministre égyptien, Mostafa Madbouly a présidé, dimanche 15 mars, une réunion avec les présidents des chambres d’industrie et de commerce, dans un contexte marqué par les retombées économiques de l’escalade militaire dans la région, notamment sur le secteur énergétique, selon un communiqué de presse. « Ce que nous connaissons actuellement est une conjoncture exceptionnelle, qui impose de lourdes conséquences à l’ensemble des pays du monde. Nous espérons toutefois qu’elle ne se prolongera pas », a déclaré le Premier ministre, qui a tenu à souligner que les mesures préventives engagées en amont par l’Etat ont permis de sécuriser les financements nécessaires à l’approvisionnement en matières premières et en intrants de production, garantissant ainsi la continuité de l’appareil productif national. « La roue de la production nationale ne s’arrêtera pas », a affirmé Madbouly. Le chef du gouvernement a fixé les prio-

rités du gouvernement pour cette période : stabiliser les marchés, maintenir l’équilibre des prix et contenir l’inflation, afin d’éviter toute répercussion sur les taux d’intérêt. Il a par ailleurs insisté sur la nécessité de renforcer la coordination entre l’exécutif et les chambres de commerce, notamment pour surveiller l’évolution des prix et démentir toute rumeur susceptible de déstabiliser les marchés.

Des signaux rassurants du secteur privé

Le ministre de l’Investissement et du Commerce extérieur, Mohamed Farid, a affirmé que l’Egypte aborde cette crise dans une position plus solide que lors des précédentes, soulignant la détermination de l’Etat à poursuivre ses réformes économiques : élargissement de l’espace accordé au secteur privé, régulation des marchés et soutien aux différents secteurs productifs. Ahmed Al-Wakil, président de l’Union générale des chambres de commerce égyptiennes, affirme que cette crise se distingue des précédentes sur un point fondamental : la flexibilité du taux de change, qui a joué un rôle d’amortisseur face aux chocs extérieurs, aux côtés de « la réactivité des ministères concernés et

la rapidité de leurs décisions ». Selon le président de l’Union générale des chambres de commerce égyptiennes, « la priorité absolue reste la continuité de l’approvisionnement en énergie et en intrants de production, ainsi que la diversification des sources d’approvisionnement ». Al-Wakil a assuré que les stocks de marchandises se situent à des niveaux « rassurants ».

L’industrie tient bon

Mohamed Al-Sewedy, président du Conseil d’administration de la Fédération des industries égyptiennes, a confirmé que les investissements continuent d’affluer vers l’Egypte, portés par la stabilité dont jouit le pays et par la politique de réforme économique en cours. « Ces messages positifs du gouvernement contribueront à déjouer toute tentative de monopole ou de dissimulation de marchandises », a déclaré Al-Sewedy, insistant sur la nécessité d’augmenter les volumes de production dans tous les secteurs pour limiter les risques de spéculation sur les prix. Les présidents des chambres d’industrie et de commerce ont unanimement salué le professionnalisme dont l’Etat a fait

preuve depuis le début de la crise, citant la disponibilité des matières premières, la flexibilité du taux de change, l’accès aux devises étrangères et la transparence des responsables sur l’ampleur réelle de la situation. Al-Wakil et Al-Sewedy ont également précisé que les stocks de médicaments disponibles couvrent plusieurs mois de besoins, et que la crise pourrait, paradoxalement, créer des opportunités à saisir.

Un groupe de travail pour surveiller les marchés

Le premier ministre a annoncé la création d’un groupe de travail réunissant les ministères concernés et les deux fédérations — d’industrie et de commerce — chargé d’assurer un suivi continu des marchés et de résoudre rapidement tout problème émergent. « Nous nous engageons, en tant que gouvernement, à ce que les usines et tous les sites de production fonctionnent à leur pleine capacité », a précisé Madbouly, saluant la trajectoire actuelle de la politique monétaire nationale, « unanimement reconnue comme positive ».

R I.

ASSAINISSEMENT DU SECTEUR MINIER

Le Sénégal entre dans la danse en Afrique de l’Ouest

En 2025, l’État sénégalais a lancé un projet de loi visant à réviser le Code minier en vigueur depuis 2016. Cette initiative figure parmi les premiers leviers actionnés par les autorités de cette économie ouest-africaine pour renforcer la transparence et la gouvernance du secteur.

Lors d’un point de presse en fin de semaine, le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko a annoncé de nouvelles mesures visant à assainir le secteur minier local, dont la révocation prévue de 71 titres miniers et de carrières. Cette initiative inscrit le pays ouest-africain dans une dynamique sous-régionale, marquée ces derniers mois par la mise en œuvre de réformes similaires en Guinée, au Mali ou encore au Niger.

Des irrégularités identifiées

Parmi les annonces, le non-renouvellement et la récupération des concessions des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) retiennent particulièrement l’attention. Cette entreprise, exploitant plusieurs gisements de phosphate dans le pays, est accusée de diverses irrégularités, notamment dans le paiement des taxes et redevances. Selon M. Sonko, ces pratiques auraient entraîné un manque à gagner pour l’État estimé à 1075 milliards FCFA (environ 1,88 milliard USD) sur la période allant de 2014, année du rachat d’ICS par le groupe indonésien Indorama, à nos jours. À ces faits s’ajoute également le retrait évoqué d’environ 71 titres miniers et de carrières, dont 14 permis aurifères et un permis lié aux sables minéralisés. Ces décisions résultent, apprend-on, du non-respect d’obligations d’investissement et d’exigences réglementaires par les titulaires concernés, dont l’identité n’a toutefois pas

été rendue publique. Le Premier ministre n’a pas non plus précisé si ces titres concernent des permis d’exploration ou des licences d’exploitation minière. Dans l’attente de précisions, cette évolution n’est pas sans rappeler la vaste campagne d’assainissement du secteur minier engagée l’an dernier en Guinée, marquée par la révocation de plus d’une centaine de permis. Le cas du Mali est aussi évocateur, avec le retrait de plus de 90 permis d’exploration minière en octobre. Le Niger s’est lui aussi illustré dans cette dynamique, notamment dans l’uranium, avec le retrait du permis du projet Madaouela détenu par GoviEx, ainsi que celui du groupe français Orano lié à la mine SOMAIR, sur fond d’irrégularités alléguées dans la répartition des bénéfices.

Préserver les intérêts économiques nationaux

Globalement, ces mesures traduisent une volonté accrue des États ouest-africains d’affirmer leur souveraineté sur leurs ressources naturelles. Avec les enjeux économiques sous-jacents, l’accent est de plus en plus mis sur une renégociation des termes des contrats liés aux titres miniers (cas du Mali), voire à la nationalisation des concessions concernées, comme au Niger avec la SOMAIR. La piste d’une réattribution des permis est aussi explorée, Ousmane Sonko indiquant même que cela pourrait se faire en faveur de nouveaux partenaires se montrant « beaucoup plus sérieux ».

Dans chacun des scénarios, les actions visent ainsi à préserver les intérêts économiques nationaux, de sorte à promouvoir des partenariats équitables pour toutes les parties. Cette démarche prend d’ailleurs tout son sens dans un contexte où le Sénégal cherche à mobiliser davantage de recettes pour soutenir une économie marquée par une dette publique réelle pouvant atteindre 132 % du PIB, selon le Fonds monétaire international (FMI). Dans ce cadre, la démarche d’assainissement va même au-delà du secteur minier, incluant aussi le secteur des hydrocarbures et des infrastructures. Notons que l’industrie extractive (mines, carrières et hydrocarbures) représentait à elle seule 31,89 % des exportations et 4,7 % du PIB sénégalais en 2023, selon l’ITIE. L’impact de ces annonces sur le secteur reste encore à évaluer dans les prochains mois, alors que les autorités préparent parallèlement un nouveau Code minier destiné à remplacer celui en vigueur depuis 2016. L’expérience guinéenne illustre notamment les enjeux, la révocation de titres ayant par exemple conduit l’émirat Axis Minerals à engager une procédure d’arbitrage contre l’État, réclamant 28,9 milliards USD de dommages et intérêts. Au Sénégal, plusieurs acteurs étrangers sont présents dans le secteur minier, dont le français Eramet, ou encore les groupes aurifères Endeavour Mining, Resolute Mining et Fortuna Mining.

Agence

PAYS PROPICES À L’INNOVATION

La Côte d’Ivoire dans le Top 10 africain, devant l’Égypte et le Nigeria

De sérieux atouts ivoiriens

Le rapport détaille les ressorts de la performance ivoirienne. La nation éburnéenne est classée 2e en Afrique de l’Ouest dans l’IBEI 2026. Elle est surtout 1re de cette sous-région dans la catégorie « Accès au capital et infrastructures financières », un indicateur qui agrège la disponibilité du crédit, la connectivité bancaire, les canaux d’investissement et l’accessibilité des outils financiers. Le pays se hisse également au 3e rang d’Afrique subsaharienne pour la fiscalité. Au niveau des paramètres, le taux sur les plus-values obtient la note maximale, au-dessus de la moyenne mondiale. L’indicateur « Création d’entreprise » atteint 93,8 sur 100, et l’accès au crédit affiche 56,8. Ces résultats dessinent un environnement jugé plus lisible et plus incitatif que celui de plusieurs concurrents régionaux. Au-delà des chiffres, StartupBlink décrit une économie ivoirienne engagée dans une trajectoire de diversification, portée par son statut de hub commercial majeur en Afrique de l’Ouest. Le rapport insiste sur les investissements dans les infrastructures, les services numériques et la réforme administrative, qui rendent le pays plus attractif pour les innovateurs en quête d’une base régionale. La zone franche VITIB de Grand-Bassam est présentée comme l’un des symboles de cette ambition. Ce parc technologique offre des incitations fiscales et des procédures douanières simpli-

fiées aux entreprises tournées vers les marchés régionaux et internationaux. Le code des investissements renforce ce dispositif par des allègements fiscaux et des simplifications administratives, tandis que la numérisation de l’enregistrement des sociétés et des licences réduit les frictions.

La Côte d’Ivoire progresse, cependant...

Cette avance sur l’Égypte et le Nigeria doit toutefois être bien interprétée. L’indice le rappelle implicitement : un meilleur environnement des affaires pour innover ne signifie pas automatiquement un écosystème startup plus puissant à court terme. D’ailleurs, l’Égypte comme le Nigeria obtiennent dans le Global Startup Ecosystem Index 2025 des positions supérieures à leur rang dans l’IBEI, preuve que leurs scènes entrepreneuriales produisent davantage que ne le suggère leur cadre général. L’Égypte conserve des atouts liés à la taille de son marché, à son coût de la vie et à son rôle de pont entre l’Afrique, le Moyen-Orient et la Méditerranée. Le Nigeria, lui, reste présenté comme le foyer de startup le plus actif du continent, porté par sa taille, ses talents et des pôles comme Yaba à Lagos. Il faut également souligner que seuls 25 pays africains figurent dans le rapport de StartupBlink, sur les 54 que compte le continent. Le rapport ne précise pas si cette non-exhaustivité est due à des difficultés d’accès aux données des 29 autres marchés.

BURKINA FASO

Les exportations de tomates fraîches suspendues

Au Burkina Faso, la tomate est l’un des principaux produits horticoles cultivés avec l’oignon. Dans le pays, le segment de la transformation se développe depuis quelques années sous l’impulsion de nouveaux projets industriels. Au Burkina Faso, les exportations de tomates fraîches sont suspendues jusqu’à nouvel ordre à compter du 16 mars cette année. L’annonce a été faite dans un communiqué publié conjointement par le ministère de l’Industrie et du Commerce et celui en charge de l’Agriculture. Selon les autorités, cette décision s’inscrit dans l’optique d’assurer l’approvisionnement des unités de transformation en quantité suffisante de matière première. « [...] La délivrance des Autorisations Spéciales d’Exportation [ASE] est suspendue. Les opérateurs économiques qui disposent des autorisations d’exportation de tomate fraîche en cours de validité ont un délai de deux [02] semaines à compter de la date de signature du présent communiqué pour accomplir leur procédure d’exportation », peut-on aussi lire dans le communiqué. Il faut noter que, dans le pays des Hommes intègres, l’industrie locale de la transformation se renforce déjà depuis quelques années avec l’entrée en service de nouvelles unités. En décembre 2024, le président Ibrahim Traoré en inaugurerait déjà une unité à Pognongo, sous le nom de Société Faso Tomates (SO-FATO). D’un coût total de 5,6 milliards de francs CFA (9,8 millions \$), l’unité a été mise en œuvre par la Société coopérative avec Conseil d’administration « Bâtir l’avenir » (SCOOP-CA/BA) et dispose d’une capacité de traitement de 5 tonnes par heure de tomates pour la fabrication de produits dérivés, dont le concentré de tomates. Un peu plus tôt, en novembre de la même année, une unité de transformation de tomates dénommée Société burkinabè de tomates (SOBTO) a également vu le jour à Dogona, avec le financement de l’Agence pour la promotion de l’entrepreneuriat communautaire (APEC). Ayant mobilisé un investissement de 7,5 milliards de francs CFA (13,1 millions \$), elle est en mesure de traiter 6 tonnes de tomates par heure pour permettre une production de 800 kg de concentré par heure, commercialisé sous la marque « A’diaa ». Plus récemment, en janvier dernier, l’APEC a annoncé le lancement en mars 2026 d’une nouvelle unité de transformation de tomates à Tenkodogo, dont les travaux de construction sont déjà achevés à plus de 70 %. La suspension annoncée des exportations de tomates vient confirmer l’ambition de Ouagadougou de développer l’industrie locale pour réduire sa dépendance aux importations de purée et de concentré de tomates. D’après la FAO, le Burkina Faso a importé en moyenne 15 441 tonnes de purée de tomates par an entre 2020 et 2024, avec un pic de 26 451 tonnes enregistré en 2024. Sur la période considérée, la facture associée à ces achats s’est élevée en moyenne à 5,4 millions \$ par an.

R. I.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes sur des gains hésitants avant la réunion de la Fed

Les principaux indices actions européens évoluent globalement sur des gains hésitants ce mardi, alors que les fluctuations des cours du pétrole sur fond de guerre au Moyen-Orient restent dans toutes les têtes et que la Fed doit entamer sa réunion de politique monétaire.

Vers 10h30, le CAC 40 affiche un gain de l'ordre de 0,5%, vers 7 975 points, tandis que l'indice paneuropéen STOXX Europe 50 grappille 0,2%, que le FTSE de Londres gagne 0,3%, mais que le DAX de Francfort cède 0,1%. Lundi à Wall Street, le S&P 500 a gagné 1,01% pour atteindre 6 699,3 points, le Dow Jones a progressé de 0,83% à 46 946,4 points, tandis que le Nasdaq 100 s'est adjudgé 1,13% pour terminer à 24 655,3 points.

Les regards toujours rivés vers Ormuz

Même si les combats se poursuivent dans

le Golfe, plusieurs navires pétroliers semblent avoir pu traverser le détroit au cours du week-end, un signal perçu positivement par les investisseurs. "On peut dire ce que l'on veut, le flou persiste toujours et l'accès à Ormuz reste, dans les faits, totalement verrouillé", tempère ce matin Michael Brown, stratège chez Pepperstone. "L'éventail des scénarios est trop large et il reste impossible d'envisager une désescalade ou une reprise des flux à Ormuz. On est dans le noir le plus complet", poursuit l'analyste. Dans un tel contexte, le Brent s'inscrit en hausse de 2,9% à 103,6 USD le baril, tandis

que le brut américain (West Texas Intermediate, WTI) prend 2,5% à 96,2 USD le baril en milieu de matinée.

Vers une Fed attentiste

Autre sujet majeur pour les marchés : le Federal Open Market Committee (FOMC) de la Réserve fédérale doit entamer aujourd'hui deux jours de débats à l'issue desquels l'institution devrait laisser ses taux inchangés à une large majorité. "Christopher Waller, toujours préoccupé des conditions d'emploi (rebond en janvier, rechute en février), devrait maintenir sa position en faveur d'une baisse, de même que Stephen Miran, l'envoyé direct du président Trump", pronostique Oddo BHF. "Les effets ambigus du choc pétrolier (plus d'inflation, moins de croissance) invitent plutôt à rester stoïque. Les nouvelles projections macro publiées lors de cette réu-

nion ont été établies dans des circonstances incertaines. Il faudra les lire avec prudence", poursuit-il.

TotalEnergies tire son épingle du jeu

Sur le front des valeurs, TotalEnergies prend 1,7% et tire ainsi son épingle du jeu sur le CAC 40, à la faveur de la hausse des cours de l'or noir, devant notamment Engie et Veolia, qui gagnent chacun autour de 1,4%. Sur le SBF 120, c'est Sartorius Stedim Biotech qui se distingue avec une progression de 6%, saluée pour la présentation d'une stratégie actualisée, ainsi que de ses nouveaux objectifs financiers à moyen terme. Sur le front des indicateurs macroéconomiques, seul est attendu ce mardi l'indice ZEW du sentiment économique en Allemagne, dont la parution est prévue dans le courant de la matinée.

R. I.

Les marchés mondiaux reprennent leur souffle

Détente des prix du pétrole et des taux obligataires, rebond des Bourses: une timide embellie a gagné les marchés lundi alors que l'incertitude continue de planer sur la durée de l'escalade militaire au Moyen-Orient et ses conséquences économiques. Le repli des prix pétroliers a redonné des couleurs aux marchés, à quelques jours d'une réunion très attendue de la Réserve fédérale (Fed), puis de la Banque centrale européenne (BCE), les premières depuis le début de l'escalade militaire le 28 février. Le baril de West Texas Intermediate, référence américaine, a chuté de 5,28% à 93,50 dollars. Son équivalent européen, le baril de Brent de la mer du Nord a perdu 2,84% à 100,21 dollars. Les investisseurs se sont montrés quelque peu rassurés par la perspective d'un déblocage plus important qu'anticipé des stocks stratégiques de brut et par les espoirs d'une amélioration de la circulation dans le crucial détroit d'Ormuz. A Wall Street, le Dow

Jones a pris 0,83%, l'indice Nasdaq a avancé de 1,22% et l'indice élargi S&P 500 a gagné 1,01%. Les Bourses européennes ont aussi clôturé en hausse: Londres a progressé de 0,55%, tout comme Francfort (0,50%) et Paris (0,31%). Milan est restée proche de l'équilibre (+0,07%). L'accalmie observée du côté du marché pétrolier a eu comme conséquence de mettre le holà à la forte progression des coûts d'emprunt des Etats pour financer leur dette, à quelques jours des réunions de la Réserve fédérale et de la Banque centrale européenne (BCE). Vers 20H50 GMT, le rendement à 10 ans des bons du Trésor américain, l'échéance la plus scrutée, évoluait à 4,22% contre 4,28% à la clôture vendredi. Le rendement de l'emprunt allemand à échéance 10 ans (Bund), qui fait référence en Europe, évoluait à 2,93%, contre 2,98% vendredi soir. Les analystes continuent de miser sur une réaction prudente des banques centrales cette semaine.

APS

MARCHÉS ASIATIQUES

Le pétrole rebondit en début d'échanges, les Bourses de Tokyo et Séoul en hausse

Les prix du pétrole repartaient en hausse mardi, toujours suspendus aux développements de l'escalade militaire au Moyen-Orient et aux perturbations de l'offre en dépit du déblocage des stocks stratégiques, tandis que les Bourses asiatiques ouvraient en nette progression. Vers 00H30 GMT, en début d'échanges asiatiques, le baril de West Texas Intermediate (WTI), référence pétrolière américaine, gagnait 2,05% à 95,41 dollars, après avoir chuté de 5,28% la veille. Le baril de Brent de la mer du Nord, référence du marché mondial, rebondissait lui de 2,04% à 102,24 dollars. Il avait lâché lundi 2,84%. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) s'est certes dite prête à débloquer davantage ses

réserves stratégiques d'or noir "si nécessaire", après la décision annoncée mercredi de libérer 400 millions de barils, et alors que le Japon a commencé lundi le recours à ses stocks stratégiques. Dans le sillage d'une hausse de Wall Street, enregistrée lundi sur fond de reflux des cours du pétrole, les Bourses asiatiques entamaient mardi sur une note enthousiaste. Vers 00H30 à la Bourse de Tokyo, l'indice phare Nikkei gagnait 0,30% à 53.913 points. A Séoul, l'indice phare Kospi bondissait même de 2,69% à 5.699 points. Sur le marché des changes, la devise américaine était stable à 159,22 yens pour un dollar.

APS

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 16 Mars 2026
Valeur : 18 Mars 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.4689	132.4839
1	EUR	EURO		151.3325	151.3894
1	GBP	POUND STERLING		175.4323	175.4521
100	JPY	JAPANESE YEN		83.1464	83.1663
1	CNY	CHINESE YUAN		19.1873	19.1925
1	CHF	SWISS FRANC		167.3644	167.4045
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.6362	96.6542
1	DKK	DANISH KRONE		20.2561	20.2593
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.0151	14.0198
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.5850	13.5905
1	AED	UAE DIRHAM		36.0548	36.0736
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2996	35.3055
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.3543	431.5436
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.5943	45.0425
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0486	14.0502
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.7015	20.8079
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3293	3.3396
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.8996	179.8996

DEVANT LA REMONTÉE DES PRIX DU PÉTROLE

La Bourse de Paris reste atone

La Bourse de Paris reste atone mardi devant la remontée des prix du pétrole et avant une salve de décisions monétaires de grandes banques centrales, les premières depuis le début de la guerre au Moyen-Orient. L'indice vedette CAC 40 restait à un niveau proche de l'équilibre vers 9h30 heure de Paris, gagnant 3,70 points, soit 0,05%, à 7939,67 points. L'indice CAC 40 avait clôturé en hausse de 0,31% lundi, à 7935,97 points. «Les actions sont en légère baisse en ce début de mardi, alors que les

prix du pétrole ont augmenté en raison de la poursuite des attaques contre les infrastructures énergétiques», commente Neil Wilson, analyste chez Saxo Markets. Le rapport des investisseurs aux actifs risqués «reste étroitement lié à l'évolution du pétrole, lui-même dépendant de la situation sur le terrain et dans les airs au Moyen-Orient», souligne-t-il. Or, les prix du pétrole sont poussés par des inquiétudes persistantes sur l'offre de brut du Moyen-Orient où des installations énergétiques stratégiques subissent de nouvelles at-

taques. La zone industrielle pétrolière de Fujairah, sur la côte est des Émirats arabes unis, a ainsi été visée mardi par une nouvelle attaque de drones qui a provoqué un incendie, selon les autorités locales.

Le pétrole autour des 100 dollars le baril

L'installation, située au-delà du stratégique détroit d'Ormuz, avait déjà été touchée la veille par une attaque de drones, poussant la compagnie nationale pétrolière Adnoc à suspendre ses chargements de brut sur le

site, a indiqué une source proche à l'AFP. Les deux références mondiales du brut évoluent encore autour des 100 dollars le baril. Par ailleurs, la Réserve fédérale américaine (Fed), la Banque centrale européenne (BCE), la Banque d'Angleterre (BoE), la Banque du Japon (BoJ) et la Banque nationale suisse (BNS) se réunissent entre mardi et jeudi, et ont l'occasion pour la première fois de réagir aux chocs provoqués par les hostilités au Moyen-Orient. «Les conditions qui environnent la

réunion de politique monétaire de la BCE (jeudi) sont totalement inédites», rappelle Eric Dor, professeur à l'école de commerce IESEG. «La crise énergétique» liée à la guerre au Moyen-Orient «conditionne totalement la problématique de l'inflation future, change complètement les paramètres, et rend totalement inutiles toutes les statistiques récentes sur les prix, les salaires et l'activité, pour déterminer l'orientation nécessaire de la politique monétaire», explique-t-il.

Agence

ROYAUME-UNI

La guerre en Iran pourrait coûter plus de 100 000 emplois

La guerre au Moyen-Orient pourrait bientôt se traduire par une nouvelle secousse sociale au Royaume-Uni. Selon le Telegraph, plus de 100 000 Britanniques supplémentaires pourraient perdre leur emploi dans les prochains mois sous l'effet du choc énergétique provoqué par le conflit, alors que le pays aborde déjà cette phase de tension avec un marché du travail fragilisé. Le quotidien estime qu'en cas de perturbations prolongées de l'énergie pendant plusieurs mois, le taux de chômage britannique pourrait dépasser 5,5 %.

R I/Agence

Cette alerte intervient alors que le chômage britannique se situe déjà à 5,2 %, son plus haut niveau depuis 2015 si l'on exclut la période exceptionnelle de la pandémie, selon Reuters, qui cite les données de l'Office for National Statistics. Dans le même temps, le nombre de personnes sans emploi au Royaume-Uni atteignait déjà 1,88 million en février, d'après un briefing de la Chambre des communes. En clair, une perte supplémentaire de plus de 100 000 emplois rapprocherait le pays du seuil symbolique des 2 millions de chômeurs. Le mécanisme redouté est désormais bien identifié: La flambée des prix du pétrole et du gaz renchérit les coûts de production, comprime les marges des entreprises et pousse de nombreuses sociétés à ralentir les recrutements, voire à geler certaines embauches. La Chambre de commerce britannique a indiqué il y a quelques jours que 52 % des entreprises subissaient déjà une pression à la hausse sur leurs prix à cause du coût des services publics, et que ce stress pourrait encore s'aggraver si les prix de l'énergie continuaient de grimper.

Le contexte énergétique explique cette nervosité. Reuters rapportait le 13 mars que le plafonnement des factures d'énergie des ménages britanniques pourrait augmenter d'environ 11 % en juillet, passant de 1 641 livres à 1 827 livres par an pour un foyer type, sous l'effet de la guerre et de la poussée des prix de gros. Dans le même article, l'agence précise que les prix de gros du gaz ont bondi de plus de 60 % en deux semaines. Sur les marchés pétroliers, la pression est tout aussi nette. Reuters relevait le 12 mars que le Brent était repassé au-dessus de 100 dollars le baril, après avoir frôlé les 120 dollars plus tôt dans la semaine. D'autres sources de presse britannique rappellent qu'au début de l'année 2026, le Brent évoluait autour de 60 dollars, ce qui donne la mesure du choc énergétique encaissé en quelques semaines. Pour l'économie britannique, ce choc est particulièrement sensible. Reuters souligne que le Royaume-Uni est perçu comme plus exposé que nombre d'autres économies occidentales à une nouvelle flambée énergétique, en raison de sa forte dépendance au gaz importé et de marges budgétaires jugées étroites. Cela signifie que la hausse des prix

mondiaux se transmet rapidement à l'économie réelle, aux ménages comme aux entreprises. Cette nouvelle donne complique aussi la tâche de la Banque d'Angleterre. Le 16 mars, Reuters indiquait que l'institution devrait renoncer, pour l'instant, à baisser ses taux face aux risques inflationnistes nés de la guerre. Les économistes interrogés par l'agence s'attendent majoritairement à un maintien du taux directeur à 3,75 % le 19 mars, alors qu'avant le conflit une baisse vers 3,5 % semblait presque acquise. Reuters ajoutait même que les contrats à terme sur les taux n'intégraient plus de baisse cette année au moment du sondage, preuve de la brutalité du revirement. Au fond, le scénario redouté par le Telegraph dépasse la seule question du carburant ou des factures domestiques. Il suggère que la guerre pourrait freiner l'activité, retarder l'assouplissement monétaire et détériorer encore un marché du travail déjà sous tension. Entre énergie plus chère, croissance molle et recrutements en berne, le Royaume-Uni risque de voir se refermer un peu plus la fenêtre d'un redémarrage économique rapide.

INVOQUANT LA «FORTE HAUSSE DES PRIX DU CARBURANT»

L'Australie relève son taux directeur

La Banque centrale australienne a relevé mardi 17 mars son taux directeur de 25 points de base, invoquant la «forte hausse des prix des carburants» provoquée par la guerre au Moyen-Orient. La Banque de réserve d'Australie (RBA) est l'une des premières grandes banques centrales à relever ses taux en réponse au

conflit, portant son taux directeur à 4,10%. Les cours mondiaux du pétrole ont bondi de 40 à 50% depuis que l'Iran a bloqué l'accès au détroit d'Ormuz, voie stratégique pour le transport de pétrole et d'hydrocarbures. La RBA a relevé que «le conflit au Moyen-Orient a entraîné une forte hausse des prix des carburants qui, si

elle se prolonge, contribuera à l'inflation». «La hausse des prix et l'incertitude prolongée pourraient entraîner un ralentissement de la croissance chez les principaux partenaires commerciaux de l'Australie, ainsi qu'en Australie même», a indiqué la banque centrale dans un communiqué. Le gouvernement a reproché

aux détaillants de faire grimper les prix de manière abusive. Le ministre de l'Énergie, Chris Bowen, a par ailleurs dénoncé des situations de pénurie «inacceptables» dans le pays, notant que la demande a «doublé», des automobilistes souhaitant se constituer des réserves.

Agence

CHINE

Pékin prévoit de reprendre ses vols vers Pyongyang fin mars

Air China prévoit de reprendre ses vols entre Pékin et la capitale nord-coréenne Pyongyang à partir du 30 mars, selon le site de la compagnie et des agences de voyage. La reprise de ces vols représenterait une ouverture supplémentaire sur le monde pour la Corée du Nord, après le rétablissement la semaine passée de la liaison ferroviaire Pékin-Pyongyang, même si la compagnie nord-coréenne Air Koryo desservait à nouveau Pékin depuis 2023. Le trafic entre la Chine et son voisin a été lourdement impacté par la fermeture des frontières imposées en 2020 à cause de la pandémie de Covid-19. La Chine a rouvert entièrement ses frontières en 2023 mais la Corée du Nord s'est montrée beaucoup plus prudente. Le vol d'Air China CA121 doit décoller de l'aéroport international de Pékin-Capitale le 30 mars à 8H05 locales (0H05 GMT) et atterrir à Pyongyang à 11H00 (02H00 GMT), indique le site internet d'Air China. Le retour est prévu à 12H00 le même jour. Le vol est programmé chaque lundi. Des agences de voyage chinoises ont commencé à promouvoir des forfaits touristiques vers la Corée du Nord sur les réseaux sociaux. APS

ITALIE

L'inflation en février accélère à 1,5% sur un an

L'inflation a accéléré en Italie au mois de février, à 1,5% sur un an contre 1% en janvier, selon un chiffre définitif publié mardi par l'Institut national des statistiques (Istat). Selon la première estimation de l'Istat, publiée il y a deux semaines, l'inflation atteignait 1,6% en février. Cette accélération est due notamment à une hausse des prix dans les services (de 2,5% à 3,6%), des transports aux soins à la personne, mais aussi des produits alimentaires non transformés. La baisse continue des prix de l'énergie avant le début de la guerre en Iran (de -6,2% en janvier à -6,6% en février) n'a pas compensé la hausse des services. L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix des éléments les plus volatils (énergie et alimentation), et fait référence pour les experts, a ainsi augmenté de 2,4% (+0,7 point sur un mois). L'inflation italienne reste cependant en dessous de la moyenne européenne, qui est remontée en février à 1,9%, juste en dessous de l'objectif de la BCE, selon une première estimation publiée par Eurostat.

Agence

BRÉSIL

La lutte contre la déforestation au cœur du nouveau plan sur le climat

Le Brésil a lancé lundi un nouveau plan national sur le climat pour la prochaine décennie, faisant de la protection des forêts sa principale stratégie pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. C'est la première fois depuis 2008 que le géant sud-américain, qui a accueilli le dernier sommet des Nations unies sur le climat, revoit son programme visant à limiter le changement climatique et à s'adapter à ses effets. Le plan vise l'horizon 2035, date à laquelle le Brésil devrait avoir réduit

ses émissions de gaz à effet de serre de 67% par rapport aux niveaux de 2005, selon les objectifs fixés par le gouvernement du président Luiz Inacio Lula da Silva. Les émissions de gaz à effet de serre au Brésil sont principalement liées à la déforestation (40%), selon les données officielles de 2022. Elle est surtout pratiquée illégalement, notamment pour agrandir les surfaces agricoles. Le président Lula s'est engagé à réduire la déforestation à zéro d'ici

2030. Selon le nouveau plan sur le climat consulté par des médias, cet objectif "consacrera" ce secteur comme "principal vecteur de réduction des émissions jusqu'en 2035". Le Brésil joue un rôle clé dans la lutte contre le changement climatique car il abrite l'Amazonie, plus grande forêt tropicale de la planète et considérée comme essentielle pour absorber les émissions de carbone. La nouvelle feuille de route brésilienne "incarne un engagement collectif en faveur de la transition vers

une économie faible en carbone à court terme et pour la neutralité carbone dans les prochaines décennies", a estimé le gouvernement dans un communiqué. La déforestation dans l'Amazonie brésilienne a déjà chuté de 35% entre août 2025 et janvier 2026, avec 1.324 km2 déboisés sur cette période, selon l'Institut national de recherches spatiales (Inpe).

APS

La Chine ramènera-t-elle des échantillons martiens sur Terre en première ?

La Chine vient de franchir une étape clé pour rapporter des échantillons martiens sur Terre. Pendant ce temps-là, le Mars Sample Return a disparu des plans de la NASA.

Réalisée en collaboration avec l'Agence spatiale européenne (ESA), cette mission consistait à rapatrier des échantillons de Mars récupérés par le rover Perseverance pour les analyser sur Terre. Des observations inestimables, qui permettraient certainement aux scientifiques de savoir si la planète rouge a effectivement abrité la vie. Mais le Mars Sample Return est passé à la trappe en raison de coupes budgétaires, la NASA prévoyant désormais de ramener le précieux sésame bien plus tard, lors des futures missions habitées. La Chine est bien partie pour la devancer.

Lancement prévu en 2028

La mission Tianwen-3 vient en effet d'entrer dans la phase de développement du matériel de vol, avec pour objectif un lancement prévu fin 2028. Celle-ci vise à collecter au moins 500 grammes de roche et de sol martiens et là aussi, de les ramener sur Terre. Objectif : chercher des traces de vie passée ou présente. Les scientifiques de l'Empire du Milieu ont ainsi défini neuf grands axes de recherche qui guideront le choix des instruments embarqués et du site d'atterrissage. Et une fois les échantillons récupérés, ils seront analysés dans un laboratoire dédié, conçu spécialement pour les étudier en toute sécurité. Cette mission s'appuiera largement sur les technologies de forage et de navigation utilisées pendant Tianwen-2, actuellement en cours. Cette dernière consiste, pour sa part, à récolter un



échantillon d'astéroïde pour l'acheminer jusqu'à notre planète.

Une mission « pionnière »

Le tout est rendu possible par Tianwen-1, lorsque la Chine a réussi, en 2021, à placer un orbiteur autour de Mars tout en faisant atterrir le rover Zhurong à la surface de la planète rouge dès sa première tentative. Pour Tianwen-3, le pays devrait s'appuyer sur plusieurs composants clés : un orbiteur, un module de retour, un atterrisseur, un module de remontée et un module de service. « Cette mission

est un projet spatial d'envergure, à la fois extrêmement ambitieux, innovant et pionnier. Elle devrait permettre de mener à bien la première mission de retour d'échantillons martiens de l'histoire de l'humanité, faisant ainsi progresser de manière significative le développement intégré des sciences spatiales, des technologies spatiales et des applications spatiales », se félicite Liu Jizhong, son concepteur en chef. Si la Chine tient effectivement sa deadline, avec un retour des échantillons en 2031, il s'agirait d'un sacré revers pour les États-Unis au regard de la conquête spatiale.

QUELQUES SEMAINES APRÈS LA FUSION AVEC SPACEX

Rien ne va plus chez xAI !

Il y a des remous chez xAI. Elon Musk l'admet : sa start-up d'intelligence artificielle « n'a pas été bien construite dès le départ, et est en cours de reconstruction en partant de zéro ». Que se passe-t-il ? Le milliardaire serait furieux du retard pris par xAI dans le domaine du code, l'un des usages les plus rentables et visibles de l'IA générative, alors que les outils d'OpenAI et d'Anthropic cartonnent. À tel point qu'il a décidé de faire un ménage profond au sein de ses équipes.

Climat délétaire

À commencer par le licenciement de Guodong Zhang et Zihang Dai. Avec ces départs, il ne reste plus que deux des onze cofondateurs de la start-up (sans compter Elon Musk). Ils succèdent à une importante restructuration, au cours de laquelle le patron a divisé les activités en quatre unités distinctes. En parallèle, plusieurs chercheurs ont quitté le navire en raison de conditions professionnelles « extrêmement exigeantes », ou après avoir reçu une offre plus alléchante de la part d'un concurrent. Les conséquences d'un tel climat sont évidentes : le personnel se plaint de bouleversements constants, qui sapent le moral et empêchent xAI de réaliser son plein potentiel. La pression est d'autant plus pesante que des responsables de SpaceX et de Tesla ont été chargés d'évaluer le travail des employés de la start-up, et ont même licencié certains d'entre eux.

Craintes concernant la fusion

Pour rattraper son retard dans le code, Elon Musk a annoncé une vaste campagne de recrutement. Il met aussi l'accent sur Macrohard, qui vise à créer des agents qui émuler les fonctions d'entreprises entières, selon le dirigeant. Cette vaste réorganisation intervient quelques semaines après que xAI ait fusionné avec SpaceX, en vue de l'une des entrées en Bourse les plus prolifiques de l'Histoire. La vision d'Elon Musk : exploiter les capacités de la mégafusée Starship pour déployer des centres de données IA en orbite. Mais les analystes sont, pour l'heure, sceptiques. Beaucoup craignent que ce rapprochement ne mette des bâtons dans les roues à SpaceX, une entreprise en pleine bourre. Et les nombreuses controverses de Grok n'arrangent pas les choses. À voir si ce nouveau pari d'Elon Musk sera celui de trop...

88 000 DATA CENTERS DANS L'ESPACE

Lumière sur le projet fou de la startup Starcloud

Alors qu'un nombre croissant d'acteurs s'intéresse aux data centers orbitaux, une jeune pousse soumet une requête vertigineuse aux autorités américaines. Baptisée Starcloud, elle veut déployer une mégakonstellation de 88 000 satellites autour de la Terre. C'est une technologie qui fait toujours plus de bruit au sein de la Silicon Valley : les data centers dans l'espace permettraient de contourner les nombreuses contraintes terrestres pour répondre à la demande exorbitante en puissance de calcul. Google travaille sur son propre dispositif, tandis que SpaceX envisage de déployer 1 million de centres de données en orbite. Si elle ne jouit pas de la réputation de ces mastodontes, Starcloud ne manque pas d'ambitions pour autant.

Soutenue par NVIDIA

Son objectif est de déployer 88 000 satellites capables de produire 5 gigawatts, en s'appuyant notamment



sur les capacités colossales de la mégafusée Starship. Dans une requête déposée auprès de la Commission fédérale des communications (FCC), agence fédérale américaine, elle décrit des en-

gins qui opéreront dans des orbites héliosynchrones crépusculaires, à des altitudes comprises entre 600 et 850 kilomètres. Un positionnement qui leur garantit une exposition solaire quasi permanente.

Pour les communications, ils s'appuieront principalement sur des liaisons optiques inter-satellites en s'interconnectant avec des constellations à large bande existantes comme Starlink, Amazon Leo et TerraWave de Blue Origin. « Starcloud travaillera également en étroite collaboration avec la communauté astronomique afin de préserver les observations essentielles, notamment en mettant en œuvre les mesures établies visant à réduire la luminosité », assure la société dans sa demande. Starcloud, soutenue par une certaine NVIDIA, a déjà fait ses preuves. Elle a lancé Starcloud-1, un satellite de 60 kilogrammes embarquant un processeur H100 du géant vert. Elle y a entraîné NanoGPT, un modèle de langage conçu par Andrej Karpathy, cofondateur d'OpenAI, nourri de l'intégralité des œuvres de Shakespeare depuis l'orbite terrestre. Le satellite a également fait tourner Gemma, le modèle open source de Google DeepMind désormais mis au

placard : il répondait aux requêtes exactement comme le ferait un serveur au sol.

Beaucoup doutent sur la viabilité de cette technologie

Malgré tout, de nombreux analystes doutent encore des capacités réelles de data centers orbitaux. Car les radiations spatiales dégraderont forcément les composants électroniques, tandis que la maintenance en orbite demeure techniquement très difficile. De même, les débris spatiaux posent un risque croissant, et il semble aujourd'hui complexe d'ajouter autant de dispositifs à une orbite déjà congestionnée. Pour l'heure, la FCC se montre en faveur de la démarche de Starcloud. L'agence a vient d'accepter sa demande pour l'examiner : s'il ne s'agit pas encore d'une autorisation définitive, c'est une première étape réglementaire indispensable avant tout déploiement à grande échelle.

LA CHINE SE MOQUE DE VOLKSWAGEN

“Félicitations pour avoir produit une technologie déjà dépassée”

La présentation d'un nouveau SUV électrique signé Volkswagen en Chine a déclenché une réaction pour le moins piquante. Un dirigeant du constructeur chinois Li Auto s'est ouvertement moqué de la technologie utilisée par le groupe allemand. Au cœur de la polémique : l'arrivée tardive chez Volkswagen d'un système électrique à prolongateur d'autonomie, une solution que la marque allemande qualifiait elle-même d'obsolète il y a quelques années.



Lorsque Volkswagen a dévoilé en Chine son nouveau grand SUV électrique à autonomie étendue, la réaction ne s'est pas fait attendre. Sur les réseaux sociaux, un responsable du constructeur chinois Li Auto a lancé une pique particulièrement cinglante à l'encontre du groupe allemand : « Félicitations à Volkswagen pour avoir réussi à produire en série, en seulement six ans, une technologie obsolète, peu respectueuse de l'environnement et avec un potentiel de développement très limité. » Cette déclaration n'est pas venue d'un simple commentateur anonyme mais d'un acteur majeur de l'industrie automobile chinoise. Elle intervient après la présentation officielle du nouveau SUV électrique à prolongateur d'autonomie développé par la coentreprise entre Volkswagen et SAIC Motor.

Le Volkswagen ID. Era 9X inaugure la stratégie EREV du groupe en Chine

Le modèle à l'origine de cette polémique s'appelle le Volkswagen ID. Era 9X. Ce grand SUV familial à six places inaugure chez Volkswagen une technologie encore absente de sa gamme : le véhicule électrique à prolongateur d'autonomie, également appelé EREV (Extended Range Electric Vehicle). Extérieurement, le véhicule affiche des dimensions

imposantes dignes d'un grand SUV de luxe. Il mesure 5 207 mm de long, 1 997 mm de large et 1 810 mm de haut, avec un empattement de 3 070 mm. Avec ces proportions, il se rapproche davantage d'un Range Rover que des SUV électriques compacts de la gamme ID actuellement vendus en Europe. À bord, l'ID. Era 9X adopte une configuration six places (2+2+2). L'habitacle embarque un double écran de 15,6 pouces sur la planche de bord ainsi qu'un écran de 21,4 pouces au plafond destiné aux passagers arrière. L'éclairage d'ambiance repose sur près de 12,9 mètres de bandes LED. Mais la véritable "innovation" se trouve sous le capot.

Un moteur essence utilisé uniquement comme générateur

Contrairement à un véhicule hybride classique, un EREV fonctionne avant tout comme une voiture électrique. Les roues sont entraînées par un ou deux moteurs électriques, tandis qu'un moteur thermique n'intervient que pour produire de l'électricité lorsque la batterie est faible. Dans le cas du SUV de Volkswagen, ce rôle est assuré par un moteur bien connu du groupe : le quatre-cylindres essence EA211. D'une cylindrée de 1,5 litre et équipé d'un turbocompresseur à géométrie variable fonctionnant selon le cycle Mil-

ler, il développe environ 143 chevaux (105 kW). Ce moteur ne transmet toutefois aucune puissance directement aux roues : il agit uniquement comme générateur afin d'alimenter la batterie et les moteurs électriques. Le SUV sera proposé en plusieurs configurations :

- Version propulsion avec un moteur électrique arrière de 295 à 299 ch (220 kW)
 - Version propulsion avec batterie plus grande
 - Version transmission intégrale avec deux moteurs électriques développant jusqu'à 510 à 517 ch (380 kW)
- Deux batteries sont également proposées :
- 51,1 kWh pour l'entrée de gamme
 - 65,2 kWh pour les versions supérieures

Avec la plus grande batterie, l'autonomie électrique atteindrait plus de 400 km selon le cycle chinois CLTC, soit environ 340 km en cycle WLTP. Grâce au réservoir d'essence qui alimente le générateur, l'autonomie totale pourrait dépasser les 1 000 km.

Une technologie que Volkswagen critiquait encore récemment

Si la réaction de Li Auto est aussi virulente, c'est surtout en raison d'un changement de discours chez Volkswagen. En septembre 2020, Stephan Wöllenstein, alors patron de Volkswagen Chine,

avait expliqué que la technologie EREV était peu respectueuse de l'environnement et disposait d'un potentiel de développement limité. Le responsable de la recherche et développement de Volkswagen Chine avait lui aussi estimé que ce type de solution appartenait déjà au passé.

À l'époque, les exemples occidentaux de véhicules EREV restaient rares. On trouvait notamment le Fisker Karma, la Chevrolet Volt ou encore l'Opel Ampera. Malgré un concept prometteur, ces modèles n'avaient pas rencontré un succès commercial durable. De son côté, Li Auto avait déjà profité de ces déclarations pour rappeler en décembre 2021 que les ventes mensuelles de son SUV EREV Li One dépassaient alors les ventes combinées de cinq SUV Volkswagen sur le marché chinois.

Une technologie en pleine expansion en Chine

Aujourd'hui, la situation du marché chinois a profondément évolué. Les véhicules électriques à prolongateur d'autonomie connaissent une croissance rapide. En 2024, ils représentaient environ 5 % des ventes de véhicules rechargeables en Chine. L'année suivante, les EREV ont atteint 6 % du marché automobile total, confirmant une progression régulière. De

nombreuses marques qui misaient exclusivement sur les voitures électriques à batterie commencent désormais à adopter cette solution hybride. Même des constructeurs comme Smart explorent désormais cette technologie pour répondre aux attentes des consommateurs.

Le retard des constructeurs occidentaux face aux marques chinoises ?

Au-delà de la moquerie adressée à Volkswagen, cet épisode souligne un phénomène plus large : la différence de réactivité entre les constructeurs occidentaux et leurs rivaux chinois. Les marques chinoises ont rapidement adapté leur stratégie en fonction des attentes du marché local, où l'autonomie et la flexibilité énergétique restent des arguments essentiels pour les acheteurs. Volkswagen, de son côté, aura mis près de six ans entre ses premières critiques de la technologie EREV et le lancement de son premier modèle de série. Le groupe allemand ne compte d'ailleurs pas s'arrêter à la Chine. Des véhicules similaires pourraient également apparaître sur d'autres marchés. Aux États-Unis, la nouvelle marque Scout Motors prévoit par exemple de lancer en 2027 des modèles électriques dotés d'un générateur thermique destiné à prolonger l'autonomie.

Mots fléchés

Médailon de poulet (cinq mots) Faux-fuyant	Égocen- trique	Informe- rons	Rôdes	Mollusque Signal de détresse	Félins Tantale	Sans le savoir (à l' Points cardinaux)	
Corps conservés	Partie tendre	Einsteinium	Mécanismes à huiler				
			Aurore		Démilitari- sations	Cessations d'activité	
Tramées Avarié				Poissons			Saison
		Placer	Fête chrétienne	Auteur de rumeurs	Agile Dédain		
Missive	Intendants Incapable					Astate Séjour à l'hôtel	
		Genre d'arbres Grand lac			Dessus du panier Poètes épiques		
Femelle de l'âne Boisson fermentée				Editée			Célèbre dépêche
			Pays balte	Ristourne			
Tour d'un enroulemen				Bourrin Gros véhicule			Père de Jason
Petite sainte Bramée		Scandium Lieux d'enseignement		Distancées Délivra			
		Table de marché Condition			Évêché normand Savantes		Utilisa- trices
Portion journalière	Désirer	Résidu solide				Fin d'infinitif	Pour remplacer
				Habitants une région française			
Faite	Plante (des Alpes)	Lecteurs Revenu périodique					Meurtris Aiguisé
				Rad Glorifié		Pesa l'emballage	Peinture murale
Colères anciennes Poil long et épais			Boisson lactée				Retour rapide
			Fleuve italien		Compter sur Schulz- staffel		
Greffe Inventé				Épuiser			Longue période
			Ruminés				

PÉTROLE

Le Brent à 103 dollars

Les cours du pétrole montaient mardi, portés par l'intensification de l'escalade militaire dans le Golfe et le Moyen-Orient. En cours d'échanges, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, prenait 2,83% à 103,05 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en avril, gagnait 3,04% à 96,34 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 18 mars 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ACCIDENTS DE LA ROUTE

40 morts et 1565 blessés en une semaine

Quarante (40) personnes sont décédées et 1565 autres ont été blessées dans 1333 accidents de la route survenus durant la période allant du 8 au 14 mars, dans plusieurs wilayas, indique, mardi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif avec 4 morts et 91 blessés dans 82 accidents de la circulation, précise la même source. S'agissant des cas d'intoxication par le monoxyde de carbone émanant de dispositifs de chauffage et chauffe-eau, les secours de la Protection civile ont effectué 17 interventions pour la prise en charge de 36 personnes incommodées par ce gaz, note le communiqué.

Durant la même période, les unités de la Protection civile ont effectué 753 interventions pour l'extinction de 488 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (91 incendies), Blida (22) et Oran (21).

BEM ET BACCALAURÉAT

Le ministère de l'Education nationale dévoile le calendrier des examens de la session 2026

Le ministère de l'Education nationale a dévoilé, mardi dans un communiqué, le calendrier du déroulement des examens du Baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen (BEM) de la session 2026 : du 19 au 21 mai 2026 pour le BEM et du 7 au 11 juin 2026 pour le Baccalauréat.

Le ministère de l'Education nationale "informe l'ensemble des candidats devant passer les examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat de la session 2026, que les épreuves se dérouleront selon le calendrier suivant : du mardi 19 mai au jeudi 21 mai 2026 pour le BEM et du dimanche 7 juin au jeudi 11 juin 2026 pour le Baccalauréat". A cette occasion, le ministère a adressé ses vœux de réussite et de succès à tous les candidats.

MONNAIES

Le dollar stable face à l'euro

Le dollar américain était stable mardi, au premier jour de la réunion de la Réserve fédérale (Fed), qui devrait garder ses taux d'intérêt inchangés. La devise américaine stagnait (-0,02%) par rapport à l'euro, à 1,1507 dollar, et par rapport à la livre, face à laquelle elle reculait d'à peine 0,05%, à 1,3328 dollar. Les investisseurs tablent sur le fait que la banque centrale américaine maintiendra ses taux d'intérêt inchangés, dans une fourchette de 3,5% à 3,75%, à l'issue de deux jours de débats.

POUR SOUTENIR LA RÉPONSE SANITAIRE AU LIBAN, EN IRAK ET EN SYRIE

2 millions de dollars de fonds d'urgence débloqués par l'OMS

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a débloqué deux millions de dollars de son Fonds de réserve pour les situations d'urgence (FRSU) afin de soutenir la réponse sanitaire au Liban, en Irak et en Syrie.

Ce fonds est un mécanisme de financement rapide interne qui permet à l'organisation de débloquer rapidement des fonds pour soutenir les opérations sanitaires essentielles en situation d'urgence, en attendant la mobilisation de financements supplémentaires de donateurs. L'escalade militaire au Moyen-Orient "intensifie les pressions sur les systèmes de santé", a déclaré le Dr Hanan Balkhy, directrice régionale de l'OMS pour la Méditerranée orientale.

"Alors que les services de santé sont déjà confrontés à des défis considérables, un soutien est essentiel pour maintenir le personnel soignant en première ligne et assurer la continuité des soins intensifs. La décision de l'OMS de débloquer ces fonds d'urgence témoigne de notre engagement à garantir la continuité des services de santé vitaux pendant cette crise",

a affirmé Mme Balkhy.

Au Liban, l'augmentation du nombre de blessés, les dommages causés aux infrastructures sanitaires et les déplacements massifs de population suite à l'agression sioniste, exercent une pression considérable sur des services de santé déjà sous tension.

Une enveloppe d'un million de dollars permettra à l'OMS de renforcer la coordination des interventions d'urgence par le biais du Centre des opérations d'urgence de santé publique, d'intensifier la prise en charge des traumatismes, de renforcer la surveillance des maladies et d'acquérir et de distribuer des médicaments et du matériel médical essentiels. L'intervention de l'OMS au Liban bénéficie également du soutien de l'Union européenne (UE) et du Japon.

L'Irak aura, pour sa part, une enveloppe de 500.000 dollars américains qui permettra de soutenir la coordination des interventions d'urgence, la gestion des afflux massifs de victimes, l'acquisition et la distribution de médicaments et de fournitures, les services de soutien psy-

chosocial et de santé mentale, la communication sur les risques et la mobilisation communautaire, ainsi que le renforcement de la surveillance des maladies. La Syrie reçoit, quant à elle, une enveloppe de 500.000 dollars qui permettra également d'appuyer l'acquisition et la distribution de médicaments et de fournitures médicales essentiels, de garantir l'accès aux services de santé vitaux pour les populations déplacées et de renforcer la surveillance des maladies afin de détecter et de contrer les épidémies potentielles.

L'escalade militaire au Moyen-Orient accroît le besoin de financement urgent. Avant l'escalade actuelle, l'OMS avait besoin de 633 millions de dollars dans le cadre de ses appels d'urgence sanitaire pour 2026 afin de répondre aux crises complexes et convergentes qui touchent la région de la Méditerranée orientale. En mars, ces appels étaient financés à hauteur de 37 %, ce qui nécessite un soutien international accru.

APS

ESTIMÉES À 28,32 MILLIARDS DE MÈTRES CUBES

La Libye annonce deux importantes découvertes de gaz offshore

La Compagnie nationale de pétrole (NOC) de Libye a annoncé lundi deux découvertes importantes de gaz, estimées à environ 1.000 milliards de pieds cubes (28,32 milliards de mètres cubes), au large des côtes du nord-ouest du pays. La compagnie a déclaré que son

partenaire, Eni North Africa, avait confirmé ces réserves après avoir achevé le forage de deux puits dans des structures à 16 km au sud du champ de Bahr Essalam, le plus grand gisement de gaz offshore de Libye. Elle a ajouté qu'elle préparait un plan de développement pour relier les deux

nouveaux puits à la plateforme offshore de Bahr Essalam, estimant que ces deux découvertes devraient fournir environ 130 millions de pieds cubes (3,68 millions de mètres cubes) de gaz par jour. Selon Eni, le gaz produit sera fourni au marché intérieur libyen et exporté vers l'Italie. Les

exportations de pétrole et de gaz constituent la principale source de revenus de la Libye, bien que le secteur ait connu des revers ces dernières années en raison de conflits internes et de l'instabilité politique.

APS

LES OPÉRATIONS COORDONNÉES DE L'ANP CONTRE LES CONTREBANDIERS

“Pierre angulaire” de la sécurisation des frontières

Les opérations coordonnées menées par l'Armée nationale populaire (ANP) contre les réseaux de contrebande constituent la "pierre angulaire" de la protection et de la sécurisation des frontières nationales, a indiqué l'expert en questions politiques et sécuritaires, Zakaria Wahbi.

Dans une déclaration à l'APS, M. Wahbi a précisé que ces opérations "illustrent la forte détermination de l'Etat à faire face aux défis liés à la sécurité régionale et sociétale", et constituent "une étape importante dans le renforcement de la sécurité nationale et la garantie de la stabilité aux frontières du pays".

A cet égard, M. Wahbi, également directeur de l'Ecole nationale supérieure des sciences politiques (ENSSP), a salué la stratégie sécuritaire nationale adoptée par l'Algérie, laquelle "a démontré sa capacité à faire face à ce type de menaces, et qui repose sur la vigilance permanente de l'ANP ainsi que son haut niveau de préparation et son engagement constant et rigoureux de protéger les frontières et de lutter contre la criminalité sous toutes ses formes".

Les missions essentielles de l'ANP consistent notamment en la lutte contre le

crime organisé, la sécurisation des frontières et la lutte contre les réseaux de contrebande, dans un contexte marqué par les liens étroits entre ces derniers et les groupes terroristes, lesquels "exploitent les failles sécuritaires et la fragilité du développement dans certains pays voisins, ce qui facilite leur expansion et menace ainsi la sécurité et la stabilité de la région tout entière", a-t-il rappelé. Selon l'intervenant, l'un des défis majeurs à l'heure actuelle réside dans "la protection de la sécurité sociétale face à la propagation de la drogue et de ses conséquences catastrophiques", d'autant plus que ces réseaux criminels sont devenus aujourd'hui "un moyen entre les mains de certaines parties cherchant à déstabiliser les Etats en ciblant leur tissu social". Les réseaux de trafic de drogue "ont acquis une influence grâce à leurs relations avec des décideurs dans certains pays bien connus", des relations qu'ils "exploitent afin d'atteindre des objectifs politiques précis, notamment en facilitant le passage des narcotrafiquants ou en fournissant des informations stratégiques", a-t-il fait observer.

Ces réseaux opèrent selon "une organisation structurée, disposant d'une direction,

de ressources financières et de sources d'information", ce qui explique, selon lui, la collusion du Makhzen marocain avec les réseaux de trafic de drogue et leur utilisation comme outil de pression et de chantage, dans une tentative de porter atteinte à la sécurité nationale et à la stabilité sociale des pays de la région ainsi que de l'Europe.

L'expert a mis en garde contre le danger croissant de ces groupes, devenus des organisations transfrontalières, "ayant réussi à amasser des richesses utilisées non seulement pour acquérir des équipements destinés à étendre leurs activités criminelles, mais aussi pour l'achat d'armes", ce qui en fait, selon lui, une menace stratégique pour l'ensemble de la région.

Les opérations qualitatives menées par les unités de l'ANP, notamment durant la période récente, reflètent leur haute capacité et leur grande efficacité sur le terrain dans la lutte contre toute forme de criminalité visant la sécurité de l'Algérie et de sa jeunesse, faisant des frontières nationales un rempart infranchissable face aux plans criminels et aux politiques hostiles qui les sous-tendent.

APS